

# CONFRONTATIONS EUROPE

Trimestriel - Avril-Juin 2017

LA REVUE

Numéro 117 - Prix : 7 €



## L'EUROPE C'EST NOUS

### CONFRONTATIONS A 25 ANS, L'EUROPE 60

Dans ce numéro, Michel Barnier, Laurent Berger, Olivier Guersent, Catherine Lalumière, Alain Lamassoure, Philippe Maystadt, Mario Monti, Odile Quintin, Luca Visentini... évoquent l'avenir de l'Europe.

# CONFRONTATIONS EUROPE

LA REVUE



## Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à *Confrontations Europe La Revue*

Nom .....

Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Tél. .... Fax .....

E-mail .....

*Confrontations Europe La Revue* (4 numéros par an) ..... 28 €

Bulletin à envoyer avec votre règlement à l'ordre de *Confrontations Europe* à l'adresse suivante :  
*Confrontations Europe, 227, boulevard Saint-Germain, F-75007 Paris*

# NOUVEAU DÉPART



© Foto-AG Gymnasium Melle

**Michel Barnier**  
Ancien ministre,  
chef de la négociation  
pour l'Union européenne  
avec le Royaume-Uni

**E**n 1992, paraissait le premier numéro de la Revue Confrontations Europe. La même année était signé le traité de Maastricht instituant l'Union européenne. Nous étions alors au lendemain de l'effondrement de l'Union soviétique et l'Europe s'unifiait à grande vitesse, en se dotant notamment d'une monnaie commune. Vingt-cinq ans plus tard, nous pouvons être fiers du chemin parcouru : l'Union s'est élargie aux dimensions d'un continent connaissant une période de paix et de prospérité sans précédent. Les défis ne sont toutefois pas moins grands et, si nous n'y prenons garde, ils pourraient mettre à bas un édifice pour lequel nous sommes nombreux, particulièrement autour de cette revue, à nous être engagés.

Ces défis sont géopolitiques : les affrontements en Ukraine, la guerre en Syrie, la fragilité des États du Maghreb, la diffusion du terrorisme islamiste et le repli stratégique américain mettent définitivement fin à l'ère de stabilité dont a pu, un temps, bénéficier l'Union. Ils sont économiques et sociaux : l'Union ne s'est pas complètement remise de la crise de 2008, comme l'attestent les niveaux de la dette publique de nombreux États membres ainsi que la permanence d'un chômage important en leur sein. Ils sont également politiques : les partis eurosceptiques ou anti-européens sont certes aussi vieux que l'Union elle-même, ils n'ont pourtant jamais paru si proches des portes du pouvoir, aux Pays-Bas, en Italie mais aussi en France.

La conjonction de ces crises, à laquelle il faudrait ajouter l'afflux migratoire auquel l'Union peine à faire face, explique en partie le vote d'une majorité de citoyens britanniques pour le Brexit. Ce vote, nous devons le regarder en face, sans confondre populisme et sentiment populaire.

Il est de notre devoir d'apporter des réponses à ce dernier. Ceci suppose de retrouver les fondements de l'économie sociale de marché dont nous nous sommes progressivement éloignés et de faire, à nouveau, de l'Union notre meilleure protection face à un monde injuste, incertain et fragile. Dans ce monde, nous devons renforcer nos outils en matière de sécurité et de défense : c'est le sens des propositions émises récemment par Federica Mogherini en faveur d'une défense européenne industrielle et opérationnelle. Nous devons également investir davantage dans notre avenir commun, en relevant nos ambitions en matière d'innovation, de recherche et d'éducation. Plus que jamais, nous avons besoin de projets mutuels rassemblant les États membres autour d'efforts communs, sans chercher à mettre fin aux souverainetés et aux singularités de chacun. C'est l'ambition et la raison du plan Juncker.

Tel est l'esprit qui anime la Commission européenne, au lendemain de la publication d'un Livre blanc proposant aux chefs d'État et de gouvernement des chemins pour demain et à la veille du Sommet de Rome, qui célébrera les 60 ans de la construction européenne. Formons le vœu que ces commémorations nous conduisent à renouer avec l'audace, l'ambition et la vision qui forment, depuis l'origine, le socle de notre Union. Un tel anniversaire ne peut être marqué par la nostalgie. Il doit être un nouveau départ ! Tout au long de cette nouvelle route, les institutions européennes et leurs dirigeants auront bien besoin de la réflexion constructive et jamais complaisante de think tanks tels que Confrontations qui doit tant à Philippe Herzog et à ses équipes. 🇪🇺

## ► CONFRONTATIONS ET L'EUROPE

- p. 4 L'Europe des projets partagés, par Marcel Grignard et Anne Macey
- p. 6 L'ouverture au monde, pour que l'Europe retrouve son projet, par Claude Fischer, avec Marie-France Baud
- p. 8 Construire l'*affectio societatis*, par Jérôme Vignon
- p. 9 Témoignages : Philippe Maystadt, Odile Quintin, Olivier Guersent, Catherine Lalumière, Dominique Riquet, Arlene McCarthy, Mathieu Moreau, Lucas Buthion, Hanna Yafimava Chtioui

## ► INTERVIEWS CROISÉES

- p. 12 Se décentrer pour préparer une refondation, rencontre avec Antoine Guggenheim et Philippe Herzog
- p. 14 « L'Europe sociale doit progresser », rencontre avec Laurent Berger et Luca Visentini

## ► LES COMBATS DE CONFRONTATIONS

- p. 16 Vers un nouveau système de financement de l'UE, par Mario Monti
- p. 18 Le budget : la peau du chagrin européen, par Alain Lamassoure
- p. 20 Pour une finance régulée au service du long terme, par Marie-France Baud
- p. 21 La mer, domaine d'intérêt stratégique européen, par Damien Périssé
- p. 22 Jeunes et Européens ! par Katarina Cirodde
- p. 23 Investir dans les compétences, par Garance Pineau
- p. 23 Mobilité des apprentis, encore un effort, par Laure Coudret-Laut
- p. 24 Le tsunami numérique souffle à Confrontations, par Carole Ulmer
- p. 25 Numérique : l'enjeu des données, rencontre avec Aymeril Hoang
- p. 26 L'énergie comme projet fédérateur européen, par Michel Cruciani
- p. 27 Une révolution énergétique mais aussi sociale, par Jean-Claude Perraudin

## ► CE QU'EN DISENT LES ADHÉRENTS

- p. 28 Témoignages : Jean-Louis Bancel, Marie-France van der Valk, Matthias Seewald, Olivier Fréget, Michel Matheu

## ► POSTFACE

- p. 30 Europe : relever le défi démocratique, par Marcel Grignard

## CONFRONTATIONS EUROPE LA REVUE

Fondée par Philippe Herzog et Claude Fischer. Directeurs de la publication : Marcel Grignard et Anne Macey • Rédactrice en chef : Clotilde Warin • Iconographie : Alexis Couette • Comité de rédaction : Marie-France Baud, Irina Boulin-Ghica, Katarina Cirodde, Olivier Fréget, Marcel Grignard, Philippe Herzog, Hervé Jouanjean, Anne Macey, Thierry Philipponnat, Carole Ulmer, Jérôme Vignon, Clotilde Warin • Adresse : 227, bd Saint-Germain, F-75007 Paris. Tél. : 00 33 (0) 1 43 17 32 83. Fax : 00 33 (0) 1 45 56 18 86. Courriel : [confrontations@confrontations.org](mailto:confrontations@confrontations.org). Internet : [confrontations.org](http://confrontations.org) • Commission paritaire n° 0419 P 11 196. N° ISSN : 1955-7337 • Réalisation : C.A.G., Paris. Imprimé en France. Illustration de couverture : © Thomas Lohnes/Getty Images, AFP.

# L'EUROPE DES PROJETS PARTAGÉS

L'Europe célèbre, en ce printemps, ses 60 ans. Confrontations en aura 25 à l'aube de l'été. À Confrontations, nous sommes persuadés qu'il nous faut continuer à débattre, combattre, défendre des idées pour que l'Europe réponde aux enjeux actuels.

**A**vec la conviction qu'il vaut mieux confronter les idées autour d'une table que sur un champ de bataille, Confrontations Europe est né il y a 25 ans. C'est aujourd'hui un réseau de 30 000 acteurs : représentants d'entreprises, syndicats, territoires, citoyens de différents pays d'Europe, en dialogue avec les décideurs européens. Plus que jamais, nous cherchons à être un pont entre la société civile et les institutions européennes. Nous voulons contribuer à tisser le fil d'une Europe qui permette aux Européens d'assumer leur destin commun dans un monde en mutations.

## Pourquoi l'Europe ? Les raisons de notre engagement

Mondialisation, mutations numérique, énergétique et écologique, enjeux démographiques, sécurité : ces défis, communs aux Européens, nous ne pourrions les relever enfoncés dans les limites de nos États nations. Le repli signifierait des reculs dans de multiples domaines et nous mettrait à la merci des choix des puissances dominantes dans le monde.

Or, la perception d'une destinée commune fait défaut. Et les peuples européens ont beaucoup à apprendre les uns des autres pour pouvoir se rapprocher dans une Europe différenciée. Nous prenons en pleine figure nos carences d'éducation à l'Europe et d'expériences d'autrui. Confrontations Europe s'est toujours efforcée de contribuer à faire connaître ces réalités ainsi que celles du fonctionnement de l'Union européenne, comme mode bouc-émissaire d'États nations qui n'assument pas leur responsabilité de décideurs européens et peinent à dépasser leurs intérêts nationaux.

C'est dans un contexte de profondes mutations de nos sociétés que nous poursuivons

*L'Europe doit affirmer son autonomie stratégique dans la mondialisation*

notre action. Il nous faut reprendre notre destin en mains. Nos modes de développement ont permis des progrès formidables. Mais ils épuisent nos ressources naturelles, dégradent la biodiversité, accroissent les inégalités. Nos sociétés occidentales ne savent plus organiser le vivre ensemble ; les idées de repli et la haine d'autrui prospèrent. La mutation à laquelle nous sommes confrontés est inédite, les défis à relever gigantesques, les solutions d'hier inopérantes. L'Europe doit nous aider à relever les défis de notre futur : à édifier un « nous » individuel et collectif à l'échelle de nos territoires, de l'Europe, de la planète.

Tandis que d'autres régions du monde s'imposent, l'Europe est mise au défi de renouer avec le progrès. Or, c'est un autre type de productivité qu'il faudrait inventer, en replaçant au centre l'humain et l'environnement, le long terme... Il nous faut aussi construire les nouvelles solidarités, sortir d'un chômage massif. Confrontations Europe poursuit ainsi, avec ses partenaires, son combat pour la valorisation du travail, et le développement des capacités humaines de tous les Européens, en lien avec les besoins. Cela devrait être placé tout en haut de l'agenda européen. Et ce, encore plus quand il s'agit de jeunes ayant moins d'opportunités. Nous sommes allés à leur rencontre à Sarcelles, Bondy, Lille, Roubaix, pour faire connaître les initiatives de Garantie Jeunesse, Erasmus de l'Appren-



© Robsonphoto

tissage, Service volontaire européen, mais aussi les obstacles encore à lever (administratifs, réglementaires...). La construction d'un marché paneuropéen du travail doit accompagner et sécuriser les transitions professionnelles. L'échelon européen pourrait poser le principe de garanties (formation professionnelle tout au long de la vie, chômage, maladie, retraite) attachées à la personne, et offerte à tout travailleur ; aux États membres d'en définir les modalités. L'Europe doit tirer parti de sa capacité unique de dialogue entre partenaires sociaux, de son expérience de la participation des travailleurs, impliquer les territoires, les associations. Il y a là un potentiel d'innovation et de renouvellement au sein des entreprises amenées à se réinventer : comment les inciter à développer une dynamique de responsabilités élargies quant aux impacts de leur activité sur la société ? La transformation numérique, le développement durable, l'économie circulaire (mobilité durable, bâtiment propre, déchets...), et l'économie collaborative sont des leviers permettant de prendre en compte l'ensemble des parties prenantes.

Confrontations Europe est depuis 9 ans engagé en faveur des investissements de long terme, sous l'impulsion de Philippe Herzog et tiendra la 3<sup>e</sup> édition de ses Assises européennes du long terme en octobre 2017. Comment faire émerger des projets d'intérêt général européen ? Quels obstacles existent dans les différents secteurs d'activité ? Comment parvenir à des signaux prix favorisant les investissements, réorienter l'épargne ? Ces questionnements mettent en évidence l'absence de véritable politique européenne dans des domaines clés (énergie, numérique...) laissant s'accroître les divergences entre les États membres. Confrontations Europe se bat, avec ses partenaires, pour une stratégie industrielle européenne, par laquelle l'Europe doit affirmer son autonomie stratégique dans la mondialisation, notamment en matière de numérique. Nous devons mutualiser les investissements de long terme dont nous avons besoin en Europe pour aider chaque pays à monter en compétitivité. Le plan Juncker, pour positif qu'il soit, n'est pas à la

« Une délibération à l'échelle paneuropéenne est nécessaire »

hauteur des besoins massifs nécessaires à la préparation de l'avenir : les investissements dans les femmes et les hommes, les investissements paneuropéens ou transfrontières, dans la recherche et l'innovation, les secteurs industriels ou maillons stratégiques de chaînes de valeur, la réciprocity et les investissements directs à l'étranger... Le cadre de régulation financière, rendu nécessaire par la crise qui a éclaté en 2008, a ainsi dû être réajusté pour réorienter la finance vers l'économie. Il demeure cependant indispensable de parachever l'Union bancaire par une garantie fédérale des dépôts, de défragmenter l'Union des marchés de capitaux pour financer nos entreprises innovantes et PME à forte croissance, responsables de l'essentiel des créations nettes d'emplois, et de créer un cadre européen pour déployer l'accès à la finance à ceux qui en sont encore exclus. Dans un monde à hauts risques, nous avons besoin d'un réseau de banques publiques de développement des territoires, y compris les périphéries, et de financeurs privés, assureurs, fonds d'investissement prêts à prendre et maîtriser les risques.

### Refonder l'Europe

Dans un contexte marqué par le Brexit, la victoire de Trump, les provocations sécuritaires de Poutine, le terrorisme de Daech, la montée des replis nationaux dans d'autres pays de l'Union, réenchanter l'Europe ne se fera pas sans les Européens. L'impulsion ne pourra émaner des seuls États membres. Une délibération à l'échelle paneuropéenne est nécessaire et les sujets à mettre en débat sont nombreux : les biens communs européens (environnement, etc.) en font partie, les ressources propres pour un véritable budget de la zone euro, pour permettre l'émergence d'une puissance publique européenne.

La future architecture de l'Union européenne est un autre sujet crucial alors que l'actualité remet les coopérations renforcées au premier plan. Confrontations Europe propose de distinguer trois cercles : le voisinage d'abord avec lequel nos relations d'intérêt mutuel de long terme doivent être repensées notamment à travers l'octroi de statuts d'États associés *ad hoc* pour le Royaume-Uni, mais aussi la Turquie ou la Russie. Le deuxième cercle recouvre l'Union européenne du marché intérieur, avec un espace Schengen capable de consolider ses frontières européennes communes, mais qui manque encore des coopérations à la hauteur permettant de répondre aux enjeux du terrorisme ou de définir une politique migratoire véritable. Enfin, un troisième cercle : la zone euro enfin. Reste à réformer la gouvernance européenne. Il s'agit d'abord de répondre au défi démocratique : les peuples doivent s'accorder sur ce qu'ils veulent partager comme grandes priorités au sein de la zone euro, de l'UE. Il s'agit aussi de trouver une meilleure articulation entre une Commission plus politique (qui doit se doter d'un ministre de l'Économie et des Finances de la zone euro, d'un ministre de la Sécurité intérieure de l'Union...), le Parlement européen et son lien avec les parlements nationaux, et le rôle des États membres, libres de définir les modalités de mise en œuvre dès lors qu'ils tiennent leurs engagements.

Confrontations Europe porte ainsi une certaine vision de la construction européenne. Elle se fera non par les institutions d'abord, mais par les projets partagés, non en imposant sa vision nationale aux autres, mais en rapprochant les peuples et les nations dans un rapport ouvert à l'autre, qui permette de partager des diagnostics et d'agir en commun. ☞

Marcel Grignard, président de Confrontations Europe et Anne Macey, déléguée générale, Confrontations Europe

**SAVE THE DATE : 20 JUIN 2017**

### Confrontations Europe célébrera ses 25 ans

16, rue Jean-Rey, 75015 Paris. L'AG annuelle se déroulera de 15 h à 16 h et sera suivie d'une conférence sur l'avenir de l'Europe de 16 h 15 à 19 h, puis d'un cocktail dînatoire.

# L'OUVERTURE AU MONDE, POUR QUE L'EUROPE RETROUVE SON PROJET

Confrontations Europe s'est développée dans la rencontre et le débat entre différents peuples européens. Leurs différences ont nourri notre action et leur union. Face aux risques de repli des sociétés sur elles-mêmes, il est urgent de revivifier le dialogue en Europe et avec les autres régions du monde.

**C**onfrontations Europe est née fin 1991, deux ans après la dislocation des blocs en 1989, le temps que mûrisse le projet et que, autour de Philippe Herzog, nous nous rassemblions et nous engageons dans cette association où nos différences nous unissaient et où les conflits étaient rendus constructifs ! Un laboratoire de ce que nous rêvions pour une France clivée, puis un peu plus tard, pour l'Europe, avec le souhait d'accueillir les peuples de l'Est dans la « maison commune ».

Dès les années 2000, nous allons à la rencontre des peuples d'Allemagne de l'Est, de Hongrie et de Pologne. Nous prenons des « bols d'air » auprès d'hommes et de femmes qui – alors que les peuples de l'Ouest étaient déjà repliés sur eux-mêmes et s'inquiétaient de l'élargissement – veulent nous rejoindre, heureux de sortir des dictatures et d'entrer dans la démocratie pour participer à l'écriture d'une nouvelle constitution pour l'Europe de demain. Nous rencontrons l'envie et la foi en un avenir européen. Au sein même de Confrontations, nous travaillons avec des stagiaires polonais, hongrois, et nous « rajeunissons ». En 2004, nous saluons et fêtons l'entrée des pays de l'Est, « des retrouvailles », clame Vaclav Havel. Parallèlement, la Roumanie et la Bulgarie se préparent et les peuples des Balkans espèrent qu'on ne les oublie pas.

Un an plus tard, la honte nous submerge : le « non » de la France et des Français au référendum pour une Constitution européenne nous ramène en arrière ! Nous nous interrogeons sur le « non » de gauche qui, voulant se différencier des anti-Européens, dénonce un texte abscons, et se réclame d'une Europe sociale. Mais qui voulait véritablement construire une Europe sociale ? Et sur quel modèle ? Pour beaucoup, le social relève de la souveraineté nationale : ça ne se partage pas ! Il est au fondement de la demande de protection qui empêche de nouer



des solidarités entre Européens. Nos amis socialistes portugais – qui avaient combattu la dictature et rejoint l'Europe – s'interrogent avec nous... Que faire ? La crise européenne était ouverte, on n'allait pas en sortir.

La rencontre organisée à Sarajevo en Bosnie-Herzégovine en 2005, entre Bosniens, Croates et Serbes, est un choc émotionnel. Elle sera prolongée quelques années plus tard par un tour des Balkans, mais l'échec est patent. Les divisions règnent, et personne n'a envie de les accueillir (il faudra attendre 2013 pour l'entrée de la Croatie).

### Relancer l'envie d'Europe

Nous engageons un « Tour d'Europe », pour nous excuser, aller vérifier auprès de nos amis européens leur volonté de continuer avec nous et (ré)ouvrir des options<sup>(1)</sup>. En neuf mois, nous nous rendons dans neuf capitales : Bruxelles, Berlin, Budapest, Londres, Varsovie, Madrid, Prague, Athènes et Sofia. Nous organisons des conférences sur les enjeux socio-économiques et culturels du projet, sur les politiques industrielles et de services à bâtir, sur la démocratie et la gouvernance de l'Europe. Nous visitons les villes et leurs environs, projetons des films donnant à voir et à comprendre nos histoires. Nous nouons des liens d'amitié avec ceux qui font l'Europe, et qui viendront témoigner à Paris – pour les 15 ans de Confrontations et les 50 ans de l'Europe – lors d'une fête qui rassemblera tous les mouvements européens de France. Nous rassemblons plus de 2 000 personnes pendant cette période, mais nous sommes trop peu nombreux pour inverser la tendance. Nous créons alors un nouveau groupe de travail sur « l'Europe en devenir(s) », avec le souci de continuer le dialogue.

Quand on refait le chemin à l'envers, on prend encore plus conscience que nous portions la crise en nous-mêmes, et qu'en 2005 ce sont nos divisions qui minaient notre union, nous empêchaient de créer les solidarités et les biens publics sur le marché intérieur. Celles-ci se sont aggravées lors des débats pour le droit à la mobilité des travailleurs, pour des services d'intérêt général européens, ou pour une politique énergétique commune, pour ne citer que quelques exemples. Paradoxalement, la crise de 2008 a ressoudé les

pays européens quand l'Europe a consolidé son Union économique et monétaire pour y faire face, mais tout reste fragile car nous n'avons pas su redéfinir notre projet. Celui-ci est né après-guerre avec une promesse de prospérité de paix et de réconciliation, mais la prospérité n'est pas au rendez-vous pour tous, la réconciliation n'est pas achevée et la paix est de nouveau menacée.

### Mieux nous retrouver

Aujourd'hui, chacun sait qu'il faut refonder l'Europe si nous ne voulons pas qu'elle explose. Les Anglais ont voté leur sortie et les autres s'interrogent sur leur devenir commun. Les peuples sont restés nationaux, ils ne sont pas devenus européens. On a tendance aujourd'hui à montrer du doigt les pays comme la Hongrie ou la Pologne qui se détournent. Mais il faut entendre Krzysztof Zanussi, cet immense réalisateur européen, qui explique combien les Polonais ont été déçus, voire humiliés, par l'accueil qui leur a été réservé. Et quelles leçons peut-on donner quand la crise démocratique est partout, avec la remontée, comme en France, des partis d'extrême droite ? C'est la nation qui soude les peuples autour de droits qui puisent dans son passé et dans sa culture et des valeurs qui n'ont rien d'universel, mais qui, comme le rappelle Philippe Herzog citant Edgar Morin, « expriment nos besoins »<sup>(2)</sup>.

La diversité des nations n'est pas le ciment de notre unité, et l'Europe ne fait pas société... Dans le monde en pleine mutation, elle ne joue plus son rôle de grande puissance, contrairement aux États-Unis, à la Chine ou à la Russie... Quant à la paix, elle n'a jamais été acquise. Elle a sévi dans les Balkans et se développe depuis quatre ans à nos portes en Syrie... Et le terrorisme – qui se nourrit des exclusions et des différences – est une guerre mondiale d'un type nouveau qui se propage au cœur même de notre Europe.

La refondation de notre Union ne pourra se faire qu'en rapprochant les nations et les peuples pour qu'ils se connaissent et acceptent leurs différences : pour cela, il faut qu'ils s'ouvrent et sachent ce qu'ils ont envie de partager, ce qui suppose de multiplier les rencontres, créer des espaces publics de débat où les jeunes seront associés, et développer des projets en

coopération. Philippe Herzog parle de confédération où le cœur reste l'Union à 27, qu'il faut solidariser et élargir à la Serbie et la Bosnie-Herzégovine. Celui-ci ne pourra battre que si d'un côté, les États s'appuient sur une zone monétaire consolidée, et de l'autre, s'ils développent leurs relations avec les pays voisins, coopèrent dans une vision partagée de l'avenir de l'Europe. Ce troisième cercle pourrait associer des pays comme l'Ukraine, la Géorgie, ceux d'Afrique du Nord dont la Libye<sup>(3)</sup>. La Turquie ou la Russie devront-elles l'intégrer ? Elles ne le souhaitent pas. Mais l'arrêt des négociations d'adhésion avec la Turquie, les politiques de sanctions vis-à-vis de la Russie risquent de se retourner contre l'Europe et contre les États de l'Union qui refusent qu'elle s'ingère dans leurs relations extérieures, menaçant un peu plus l'Europe de dislocation. Il faudrait impérativement renouer le dialogue avec ces grandes puissances, entrées dans des jeux complexes de recomposition d'alliances<sup>(4)</sup>.

C'est par ses relations extérieures et son ouverture au monde que l'Europe pourra retrouver son projet et sa cohésion, mais son absence de stratégie ne lui permet pas d'être à l'offensive. C'est vrai aussi pour l'Afrique avec qui pourtant nous partageons une longue histoire commune. Comment renouveler nos relations commerciales, bâtir des coopérations et des projets de développement sur ce continent qui émerge dans la mondialisation ? L'Afrique n'attendra pas<sup>(5)</sup>. Elle s'ouvre au monde, les jeunes aspirent aux changements économiques et politiques en cours, et il ne faudrait pas que faute d'une véritable stratégie de développement, les peuples européens se replient et affaiblissent l'Europe qui plus que jamais doit devenir un acteur mondial. ☪

**Claude Fischer Herzog**, directrice d'ASCPE, *Les Entretiens Européens & Eurafricains avec Marie-France Baud*, directrice du Bureau de Bruxelles de Confrontations Europe

1) *Le Tour d'Europe. Dialogues et découvertes pour partager un destin. L'Europe après l'Europe*, éditions Le Manuscrit.

2) *Identité et valeurs : quel combat ? L'Europe après l'Europe*, éditions Le Manuscrit, Paris, 2015.

3) Philippe Herzog, « L'identité de l'Europe. Vers une refondation », essai pour King's College London, ASCPE, mai 2016.

4) Cf. Les Entretiens Européens animés par ASCPE : « Sécurité énergétique en Europe. Repenser nos interdépendances », avril 2016.

5) Cf. Les Entretiens Eurafricains animés par ASCPE : « Le défi de l'émergence de l'Afrique de l'Ouest. Politiques publiques et régulation pour favoriser l'investissement », mars 2017.

# CONSTRUIRE L'AFFECTIO SOCIETATIS

L'Europe ne manque ni de raison de s'unir, ni de projets. Mais fédérer les peuples autour du projet européen exige de faire preuve d'esprit de fraternité.

**D**e quoi l'Union européenne manque-t-elle le plus aujourd'hui ? Certainement pas de raisons objectives pour resserrer les rangs face à toutes les menaces qui s'accumulent. Sans doute pas non plus de projets mobilisateurs. Peut-être avant toute chose de ce que Jacques Delors nommait volontiers l'*affectio societatis*<sup>(1)</sup> et qu'en ces temps d'approfondissement du « récit républicain », j'aimerais appeler esprit de fraternité.

Nous sommes devant un paradoxe en cet anniversaire du Traité de Rome. Ce dernier ne consacrait-il pas la promesse d'une « Union toujours plus étroite entre les peuples » ? Beaucoup ont voulu voir dans cette expression une référence voilée à la perspective fédérale honnie par le Royaume-Uni. Aujourd'hui, l'enjeu ne semble pas être celui du modèle fédéral ou de son rejet. Il relève plutôt de la symbolique contenue dans la promesse initiale. La renaissance des nationalismes, la difficulté de leur opposer le langage de la confiance entre les peuples paraissent bien être le signe d'un inachèvement du Traité de Rome. Pourquoi les « solidarités de fait » invoquées par Robert Schuman, mises en œuvre, par exemple, au travers des outils de la cohésion sociale et territoriale et via les Fonds structurels européens, n'ont-elles pas construit une véritable *affectio societatis* ? Au-delà de l'opacité des processus européens, au-delà des attitudes platement démagogiques des responsables livrant l'UE à la vindicte populaire, il me semble que l'on peut trouver des lacunes dans la façon de « faire l'Europe ». Elles ont contribué à éloigner les peuples les uns des autres plutôt qu'à les rapprocher.

La stratégie « Europe 2020 »<sup>(2)</sup> et le Semestre européen, combinant la définition de critères à respecter avec un monitoring centralisé, ont



© Wikimedia

fait de chaque pays de l'UE, et donc de chaque peuple, une entité isolée confrontée à des règles abstraites. Ces processus verticaux sont sans doute nécessaires pour établir des disciplines. Mais ils comportent le risque, lorsqu'ils deviennent à ce point exclusifs de transformer l'UE en une simple classe de bons et mauvais élèves. Cela rend populaires les chahuteurs.

## Coopérations horizontales entre les peuples

De même, la prééminence des relations verticales avec l'exécutif européen pour l'application des règles et la mise en œuvre budgétaire des programmes renforcent une vision centralisatrice, malgré les très nombreuses garanties et les possibilités de recours dont cette application est entourée. À l'inverse, les coopérations horizontales entre les nations, entre les régions et entités territoriales, ou entre des acteurs économiques demeurent rares, à l'exception de la très discrète politique européenne de la recherche.

Je n'oublie pas, dans cette liste autocritique, la société civile, si fortement implantée à Bruxelles et qui fournit une expertise indispensable, mais qui n'atteint pas les acteurs nationaux. Contrairement à ce qui avait été espéré,

notamment dans un Livre blanc sur la gouvernance européenne<sup>(3)</sup>, la société civile, et en particulier les partenaires sociaux européens, ont rarement pu se faire promoteurs d'une pédagogie de l'autre, aidant à connaître et donc à comprendre les motivations apparemment divergentes des peuples ayant un autre passé que le nôtre et pourtant la même histoire.

Tout ceci est dit sans amertume et sans regret aucun. Car dans chacune de ces dimensions s'offre,

à mon sens, l'opportunité d'une auto-interrogation sur les manières de faire et de parler des acteurs de l'Europe pour que se déploie en parallèle du mouvement espéré d'un renouveau du processus européen, un développement des relations horizontales entre les peuples, dans la perspective d'une Europe fraternelle, fût-elle à géométrie variable. N'est-ce pas justement l'exemple que nous a donné Confrontations Europe, ancré à Paris et à Bruxelles certes, mais en même temps promoteur infatigable du dialogue entre les peuples d'Europe ? En ce 25<sup>e</sup> anniversaire, on souhaite que cette culture du « voyage européen », chère à Philippe Herzog, transmette son style à la manière de « faire Europe » aujourd'hui. 🌀

**Jérôme Vignon**, président de l'*Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale*

1) En droit des affaires, l'*affectio societatis* est invoquée là où s'observe une collaboration volontaire, active, intéressée et souvent entre égaux. Elle est au fondement de la création d'une société.

2) Le Livre blanc sur la gouvernance européenne, adopté en juillet 2001 par la Commission européenne, a pour but d'établir des formes plus démocratiques de gouvernance à tous les niveaux : global, européen, national, régional et local.

3) L'Union européenne s'est fixé cinq objectifs à atteindre en dix ans en matière d'emploi, d'innovation, d'éducation, d'inclusion sociale et d'énergie (et de lutte contre le changement climatique).



## TÉMOIGNAGES



## Philippe Maystadt

Ministre d'État, président honoraire de la banque européenne d'investissement

« Voilà l'autre Philippe, lui aussi conseiller spécial de Michel Barnier. » C'est ainsi que l'on m'a présenté Philippe Herzog et, très vite, ce dernier m'a parlé de Confrontations Europe. Je n'ai eu aucune peine à y adhérer car j'ai découvert qu'il s'agissait d'un groupe qui n'avait rien de sectaire mais qui était au contraire très ouvert et dont les participants, venus de divers horizons, avec des expériences professionnelles et des conceptions politiques différentes, partageaient une volonté commune, celle de trouver des réponses aux grands défis que l'Europe doit relever en ces temps difficiles. Une illustration parmi d'autres : un débat sur le financement à long terme de l'investissement – un thème sur lequel Confrontations a beaucoup travaillé. Philippe Herzog m'avait demandé de présider un panel dans lequel figuraient Michel Aglietta et Olivier Guersent, le brillant

économiste et le solide technocrate, deux personnalités très différentes mais qui ne pratiquent, ni l'une ni l'autre, la langue de bois. Ce débat d'idées, la « confrontation » d'arguments, nous a permis d'enrichir nos propositions sur cette thématique et de faire avancer l'idée d'un plan d'investissements pour l'Europe.

Des (r)évolutions importantes, géopolitiques et technologiques, sont en cours, avec des conséquences parfois dramatiques sur l'économie, la sécurité et le « vivre ensemble » en Europe. Il est donc indispensable de redéfinir une vision de l'Europe dans ce monde changeant et de développer des politiques communes dans quelques domaines-clés (numérique, transition énergétique, fiscalité des sociétés, terrorisme, défense, flux migratoires). Confrontations Europe peut et doit y contribuer. ☞



## Odile Quintin

Ancienne directrice générale de la DG Éducation, Jeunesse, Culture et Citoyenneté, Commission européenne

Ma coopération avec Confrontations est ancienne : elle a été informelle – j'ai beaucoup échangé avec Philippe Herzog – et formelle, puisque j'ai notamment contribué au financement de Confrontations à travers le programme Citoyenneté que je coordonnais à la Commission.

J'ai trouvé très intéressant d'associer chefs d'entreprise, syndicalistes, politiques. Je me souviens entre autres d'une rencontre en 2000 sur un thème très prégnant avec des acteurs aussi divers que Claude Cheysson et Jean Gandois : comment combiner compétitivité et modèle social européen vis-à-vis des pays-tiers ?

Aujourd'hui l'Europe reste à reconquérir. Les entreprises ne la soutiennent plus avec autant de force et sont de plus divisées entre grandes et petites entreprises.

Le monde syndical est déçu par l'Europe. Et enfin, le monde des intellectuels apparaît dans sa majorité antieuropéen, surtout en France.

Il faudrait réussir à associer penseurs, économistes, chercheurs, mondes de la culture, du privé et du public alors que bien des acteurs se déconnectent de l'Europe. Il faut bâtir des alliances avec d'autres structures pour redonner vie à l'Europe. ☞



## Olivier Guersent

Directeur général, DG Stabilité financière, services financiers et Union des marchés de capitaux, Commission européenne

J'ai connu Confrontations Europe il y a plus de vingt ans alors que je préparais pour la Commission une Communication sur les services publics en Europe. J'ai consulté notamment Philippe Herzog sur cette question et d'emblée est née une forte complicité intellectuelle qui a crû avec les années.

Confrontations apportait une touche nouvelle dans le monde des think tanks, parfois ronronnant, en refusant le consensus mou, en confrontant de manière productive des idées différentes, en réunissant des patrons, des syndicalistes, des pro-Européens et d'autres voix plus critiques... Si je devais résumer la méthode de Confrontations, je dirais que c'est le concept pour l'action.

Je garde en mémoire un souvenir très fort. C'était en 2010. Michel Barnier, alors Commissaire, souhaitait relancer le marché intérieur. J'avais beaucoup échangé sur ce sujet avec Philippe Herzog et les équipes de Confrontations avaient beaucoup travaillé le sujet, jusqu'au moment où un très grave accident de moto me conduisit à l'hôpital pour de longs mois. Ce document fondateur s'échafaude alors sans moi, jusqu'à ce que Michel Barnier, à l'été 2010, nous demande à Philippe (qui était son Conseiller Spécial) et à moi, de reprendre le texte. J'étais alors à l'hôpital en fauteuil roulant. Philippe Herzog venait me voir fréquemment. Et nous avons, tous deux, réécrit le projet... à la cafétéria de l'hôpital. À l'automne 2010, le Livre vert Vers un Acte pour le marché unique, fruit de ce travail commun, était adopté !

Aujourd'hui, alors que l'Europe est en crise, il est vital de continuer à faire ce que Confrontations fait le mieux : forger des concepts forts au service d'une action déterminée en vue d'une refondation. ☞

# TÉMOIGNAGES



© Maison de l'Europe

## Catherine Lalumière

Présidente de la Maison de l'Europe de Paris

J'ai connu Philippe Herzog lorsque j'ai rejoint le Parlement européen en 1994. Je le connaissais en tant qu'économiste communiste mais je me suis alors aperçue que ses conceptions n'étaient pas éloignées des miennes. Nous nous sommes rapprochés.

La raison principale de mon intérêt pour Confrontations réside, en définitive, dans ce qu'exprime sa dénomination : être un lieu de confrontations, de débats... Les questions européennes sont complexes ; l'unanimité n'existe pratiquement jamais. Si l'on veut construire l'Europe, il faut qu'on confronte les points de vue, qu'on négocie des avancées et finalement qu'on aboutisse à des compromis.

Ce qui me plaît chez Confrontations, c'est qu'on ne se spécialise pas dans un domaine précis : on y parle d'économie, de questions monétaires mais aussi de culture et des valeurs qui structurent la société européenne.

Le projet européen est construit sur un socle de philosophie politique à base d'humanisme et de démocratie, sans oublier évidemment l'économie. Et je retrouve dans Confrontations ces deux domaines complémentaires. Aujourd'hui, l'une des raisons du désamour des citoyens européens pour l'Europe de Bruxelles, c'est qu'elle a sacrifié la dimension spirituelle et humaniste pour ne présenter le projet que sous l'angle matérialiste. On se retrouve face à une « Europe frigide », pour reprendre l'expression de l'historien, Elie Barnavi. Les artisans de l'Europe ont appauvri le projet européen, l'ont déshumanisé. Or, plus que jamais, la dimension humaniste et sociale de l'Europe doit être prise en compte, comme le fait Confrontations. Comme le rappelait Jacques Delors : « Personne ne tombe amoureux d'un taux de TVA ». ☞



© Parlement européen

## Dominique Riquet

Député européen Groupe Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe

J'ai connu Confrontations Europe lors de la campagne électorale européenne de 2014 puisque Carole Ulmer, directrice des études du think tank, était numéro 2 de ma liste. Pour moi, la méthode de Confrontations, qui choisit de confronter les points de vue dans un délai court, en temps réel, et de façon dynamique est bien plus riche qu'un travail documentaire et permet plus facilement d'atteindre un consensus.

Ainsi, par exemple, début 2015, Confrontations a, dès le lancement du plan Juncker, organisé à Bruxelles une réunion rassemblant des banquiers, des assureurs, des députés, des membres de la Commission mais aussi des clients potentiels. Et a ainsi pu d'emblée soulever des réflexions qui se sont révélées pertinentes et constructives par la suite.

L'orientation du think tank est intelligente, constructive et sans prérequis politique partisan mais pas assez, selon moi, en lien avec les citoyens. Confrontations Europe a un impact fort sur des cibles européennes spécifiques, et c'est une bonne chose. Mais il faudrait que Confrontations diffuse plus ses idées dans les médias généralistes, les réseaux sociaux, et devienne plus grand public. ☞



© DR

## Arlene McCarthy

Consultante auprès de chefs d'entreprise sur les enjeux de climat, de propriété intellectuelle, députée européenne britannique de 1994 à 2004

J'ai connu Philippe Herzog au Parlement européen il y a plus de vingt ans et j'ai toujours apprécié ses qualités d'homme politique et de penseur. J'ai fréquemment participé à des conférences organisées par Confrontations Europe et garde un grand souvenir, notamment, d'une conférence sur la politique industrielle qui s'est tenue à Bruxelles en 1999. Rassembler des acteurs de secteurs très divers afin de suivre une question, comme le fait Confrontations, est tout à fait essentiel alors que nous évoluons dans un environnement aux mutations rapides. Grâce à cette méthode dynamique, Confrontations a traité de thèmes aussi divers que le futur de l'Eu-

rope, les migrations, les finances ou encore l'identité. Or le problème est que les institutions européennes ne suscitent plus l'adhésion des citoyens. Si je prends l'exemple de l'enjeu climatique que je connais bien, nous devons en discuter avec les villes, les acteurs régionaux pour répondre à l'urgence climatique. La nouvelle initiative menée conjointement par l'UE et les Nations-Unies, intitulée Global Covenant of Mayors for Climate and Energy, représente la voie à suivre dans un monde plus complexe et plus fragile. Les problèmes sont bien trop globaux pour pouvoir être résolus individuellement par les États membres. ☞

## TÉMOIGNAGES



© Commission européenne

**Mathieu Moreau**

Ancien VIE (Volontaire international en entreprise) à Confrontations, aujourd'hui à la DG Growth à la Commission européenne

J'ai connu Confrontations Europe lorsque j'étais en Master 2 à l'IEP de Grenoble et que je cherchais à effectuer un stage sur l'influence des think tanks à Bruxelles. J'ai été pris en stage en mai 2011 puis engagé en tant que VIE jusqu'en novembre 2013.

Pour moi, la méthode de Confrontations est hyper pertinente et elle se distingue de celle d'autres think tanks organisant le plus souvent des conférences aux audiences assez convenues. À Confrontations, on parle de sujets qui fâchent, on ne craint pas de cliver. Cette méthode permet de trouver des outils clairs afin d'appréhender les problématiques en jeu.

Une réunion organisée par Confrontations, en mars 2012, m'a particulièrement marqué : le directeur scientifique du CEA était venu y exposer les résultats d'un rapport sur la compétitivité industrielle européenne et évoquait les technologies clés génériques, les KET (nanotechnologies, robotique, biotechnologies...). Cela a influencé le reste de ma carrière et, en mars 2014, c'est pour travailler sur ce sujet enthousiasmant que j'ai été embauché à la Commission européenne. Il faudrait plus de think tanks spécialisés, ouverts, comme l'est Confrontations, sur un maximum d'acteurs possibles et notamment d'acteurs industriels. ☞



© DR

**Lucas Buthion**

Directeur du bureau d'Eurospace, association professionnelle de l'industrie spatiale manufacturière (Bruxelles). En stage à Confrontations Europe en 2012

Alors que j'étais président des Jeunes Européens à Toulouse, j'ai eu envie d'effectuer un stage à Confrontations Europe entre ma 4<sup>e</sup> et ma 5<sup>e</sup> année de l'IEP de Toulouse. Lors de mon passage à Confrontations, j'ai travaillé sur les questions de politiques régionales. J'ai aussi participé à l'organisation des Entretiens économiques européens de Bologne. Et j'ai eu la chance de participer à un Tour des Balkans (Croatie, Bosnie, Serbie) sur les perspectives de l'élargissement.

J'ai été impressionné par la forte rigueur intellectuelle de Philippe Herzog, alors conseiller spécial de Michel Barnier, qui tirait toute l'équipe vers le haut. J'ai apprécié la capacité de Confrontations Europe à confronter collectivement des acteurs de tous horizons, du

monde de l'entreprise comme de la société civile sur des problématiques cruciales pour l'avenir de l'UE à long terme, comme la politique industrielle.

Cette expérience a renforcé mon envie de travailler au sein de l'industrie, ce que je fais maintenant au bureau d'Eurospace. Je suis persuadé que dans un contexte de plus en plus mondialisé mais difficile, nous allons plus que jamais avoir besoin de laboratoires d'idées, comme Confrontations, capables d'insuffler des débats que la classe politique ne s'est pas encore appropriée et de relayer ces thématiques auprès de la société civile. Il faut absolument sortir de l'entre soi du milieu pro-européen car il n'est plus possible de construire l'Europe dans l'indifférence, voire l'hostilité. ☞



© DR

**Hanna Yafimava Chtioui**

Analyste Senior Pétrole, Gaz et Mines au cabinet de conseil M PRIME Energy

En 2008, je recherchais un stage de fin d'études alors que j'étais en Master Affaires européennes à Paris 3 Sorbonne Nouvelle. J'ai présenté mon projet professionnel à Claude Fischer, présidente de Confrontations Europe, et c'est ainsi que j'ai pu effectuer un stage de 12 mois au sein de Confrontations, en travaillant sur l'élargissement de l'Union européenne et les relations avec les pays de l'Europe orientale. Très vite, je me suis intéressée aux problématiques de l'énergie car la question énergétique était le maillon central des relations avec la Russie, et ce d'autant que je suis d'origine biélorusse et parle couramment russe.

Après avoir effectué ce stage, j'ai continué dans cette voie puisque j'ai été embauchée en tant qu'analyste de marché gazier au sein de la Direction de la Stratégie et de la Prospective du groupe GDF Suez dans le cadre d'un contrat CIFRE (Conventions industrielles de formation par la recherche). Ma thèse de doctorat portait sur la stratégie d'exportation de Gazprom et s'inscrivait dans le projet global de l'entreprise visant à développer les activités du groupe en Russie.

J'ai été frappée à Confrontations par la capacité du think tank à rassembler un grand nombre d'acteurs publics et privés pour discuter de sujets globaux. Pour moi, Confrontations devrait continuer à jouer ce rôle d'intermédiaire entre les institutions et la société civile alors que les institutions semblent si éloignées de la population, que les extrémismes prennent de l'ampleur et que le risque de désintégration de l'Union européenne existe. ☞

Témoignages recueillis par Clotilde Warin, rédactrice en chef, Confrontations Europe

# SE DÉCENTRER POUR PRÉPARER UNE REFONDATION

Confrontations Europe a 25 ans, l'Union européenne 60. Critiquée, mal aimée, délaissée, l'Europe institutionnelle ne parvient pas à fédérer. Jugée néolibérale, l'Europe doit être réinvestie, réincarnée par ses citoyens. Comment y parvenir ? Rencontre avec **Antoine Guggenheim** et **Philippe Herzog**.

*Former société en Europe, c'était là le vœu formulé par Confrontations Europe, lors de la célébration de ses 20 ans. Où en est-on cinq années plus tard ? Comment créer une affectio societatis, donner envie d'Europe ?*

**Philippe Herzog.** Nous ressentons l'urgence d'un grand changement dans l'Union européenne car les sociétés décrochent. La gouvernance politique actuelle de l'Union ne fait pas appel à l'implication des citoyens et l'on ne crée pas une *affectio societatis* par les règles. Mais il faut comprendre que la crise est en nous-mêmes, dans chaque nation, une crise de la culture et de la démocratie. Nos sociétés ne portent plus des valeurs et des projets politiques nourris par une utopie, par l'ambition d'un futur à réaliser. Elles sont étouffées par l'individualisme, le présentisme et le relativisme, chacune dans sa légende nationale. Désunies, elles sont autant critiques de leur système politique national que de l'Union. Le problème n'est pas en soi la communauté européenne.

On doit régénérer la conscience et faire appel aux potentiels d'engagement qui sont nombreux. Alors que la mondialisation et la révolution technologique s'accroissent, refonder l'Union pour les maîtriser est indispensable. L'Union européenne n'a été acceptée que parce qu'elle a été source d'une paix durable. Mais elle a été bâtie par des élites et, sauf exceptions, dans les projets de vie quotidienne, le rapport à l'Europe est très minoritaire. Une solidarité durable n'a pas été construite entre nos peuples. Ceux de l'Ouest et du Nord méconnaissent leurs voisins. Ils dénigrent souvent ceux d'Europe orientale, les plus grandes victimes de l'histoire et les plus fragiles, alors que les inclure dans l'Union est une priorité quand on se targue de justice.

Confrontations a été créée en 1992 à l'initiative de communistes qui voulaient « rentrer en société ». Aussitôt, nous avons trouvé des

partenaires qui nous ont tendu la main. Nous voulions prendre de l'oxygène alors que le parti communiste se repliait dans la peur et l'introversité, et commençait à se désintégrer. J'avais adhéré pour la participation et la réappropriation de l'économie par les travailleurs. Mais en créant Confrontations, nous avons voulu rompre avec l'antagonisme des classes et poursuivre ces objectifs autrement, en contribuant à unir la société autour de choix collectifs partagés. Nous avons voulu rendre la conflictualité ouverte, viable et créative. Notre première grande initiative, juste avant le référendum sur le traité de Maastricht, a réuni 500 personnes. Nous avons fait serment de vouloir construire ensemble l'Europe par-delà les « oui » et les « non ». Nous ne voulons pas imposer une cause, mais partager des valeurs et des projets en faisant richesse de la diversité. Plus que jamais aujourd'hui, « faire société en Europe » est un impératif.



**Antoine Guggenheim.** Et pour faire surgir une conscience européenne, il faut qu'il y ait une confrontation de points de vue. L'Europe est peut-être le continent qui se définit dans la confrontation. Comme la Chine, l'Europe n'a pas un enracinement religieux, mais philosophique, sur lequel des religions diverses peuvent se greffer.

Pour moi, aujourd'hui, la plupart des Français n'ont pas de conscience européenne mais des consciences bilatérales, liées souvent à leur profession. S'ils sont producteurs de légumes, ils ont la conscience de la relation franco-espagnole. S'ils sont dans la machine-outil ou dans la finance, ils nouent une relation bilatérale avec l'Allemagne ou l'Angleterre.

C'est dans les années quatre-vingt que tout a dérapé. C'est alors la naissance du néolibéralisme avec l'École de Chicago. Autre raté, la réunification de l'Europe qui a été menée comme si nous représentions l'Europe et qui a plutôt pris la forme d'un élargissement. Le geste symbolique de l'automne 1989 de donner 100 marks aux Allemands de l'Est pour qu'ils puissent faire des achats à Berlin-Ouest est d'une grande violence. On leur a dit : « Vous avez perdu la confrontation économique, politique, culturelle. Laissez-vous coloniser par nous ». On n'a pas joué l'échange de don, pour reprendre une expression de Jean-Paul II. Dernier événement majeur, ces années voient l'avènement en Iran de l'ayatollah Khomeiny et à Rome de Jean-Paul II.

## ANTOINE GUGGENHEIM

Prêtre du diocèse de Paris, fondateur et ancien directeur du Pôle de recherche du Collège des Bernardins, cofondateur de la plateforme internationale "United Persons for Humanness".

Le religieux, comme acteur mondial, refait alors surface en proposant deux options très différentes : un renouveau par ouverture au monde ; ou, au contraire, le religieux

se définit comme un élément identitaire, révolutionnaire. À partir de 1989, s'appuyer sur les valeurs de 1945 ne suffit plus puisqu'elles ne valaient que tant qu'il y avait la guerre froide et la division en blocs.

**P. H.** À rebours de tous ceux qui n'ont pas saisi la portée historique de la réunification, Confrontations est allée à la rencontre des peuples des Balkans et d'Europe orientale, accomplissant un Tour d'Europe pour les accueillir comme des frères. Faire société en Europe, c'est dépasser l'optique « centre-périphéries ». Je rejette la tentation du noyau dur. C'est avec tous les Européens qu'il faut renouveler la promesse de paix et de prospérité. Le monde de Trump, des puissances et des terroristes est très dangereux. Il faut repenser les alliances de l'Europe pour préserver la paix. La promesse de prospérité était fondée sur l'édification d'un marché ; il a été dilué dans le marché mondial sans que l'Union n'ait les attributs d'une puissance publique. Le néolibéralisme et le libéralisme-social ont fait bon ménage ! Nous devons construire des biens publics européens pour réussir à transformer le capitalisme.

*Comment, dans ce contexte marqué par le néolibéralisme, serait-il possible de réenchanter l'Europe ? Comment retrouver la dimension spirituelle de l'Europe ?*

**A. G.** Il ne peut y avoir de « réenchantement » de l'Europe que dans la mesure où les Européens, et, en premier lieu, les jeunes, sont invités à prendre en main cette question. Au fond, le cœur du réenchantement c'est que la personne elle-même soit respectée dans sa dignité d'individu libre, responsable, ayant son opinion, pouvant éduquer sa conscience. Je suis en faveur de l'organisation dans tous les pays d'Europe d'universités populaires sur des questions européennes. Organisées dans la durée, ces semaines produiront de la matière, des idées nouvelles à même d'être utilisées par les instances de l'ordre politique, économique, culturel. Si on le fait bien, on change tout.

**P. H.** Tout à fait d'accord. Et, de fait, les universités populaires, nous les organisons déjà à l'époque du communisme ! L'Union européenne doit se construire partout, dans les

entreprises et sur les territoires, et il faut renverser ses priorités – d'abord l'éducation, les mobilités de formation et d'emploi – ; et doter l'Union d'une stratégie de compétitivité industrielle.

*Quel projet politique pour l'Europe ? Quelle refondation esquisser ?*

**P. H.** L'Europe n'est plus qu'une province du monde, et nos États sont enveloppés par l'Union. Mais l'idée des États-Unis d'Europe appartient au passé. Je ne retiens pas la notion de fédération d'États nations car il ne s'agit pas de fédérer des États mais des peuples. Je défends l'idée d'une Confédération européenne pour respecter les nations mais aussi organiser leurs solidarités. Il faut aller vers une Union politique différenciée (ce qui ne veut pas dire à plusieurs vitesses) ; elle sera organisée en trois cercles : les pays du voisinage, qui seront associés, l'Union des 27, et le cercle de l'Eurozone, qu'il faut consolider.

**A. G.** C'est de la périphérie qu'il faut repartir et c'est en ceci que le Pape François n'est ni du côté de la théologie conservatrice ni du côté de la théologie de la Libération, lui qui cherche à incarner, dans des idées, les manières de faire du peuple. Au niveau européen, on demande à ce que nos représentants politiques ne soient pas seulement nationaux, mais aussi sensibles à la communauté européenne. L'exécutif doit être en charge de l'intérêt commun. En Europe, on est déchiré. Comment faire ?

**P. H.** Pour bâtir une démocratie transnationale, l'Union doit créer les conditions de la participation des masses. Pour cela les dirigeants devront faire appel à la multiplication des porteurs de projets transfrontières dans tous les domaines d'intérêt commun. Les réformes institutionnelles devront offrir des incitations ; et bien entendu il faut réhabiliter les élections européennes.

*Comment inscrire cette refondation européenne dans son rapport au monde ?*

**A. G.** L'Europe intéresse le monde à cause de sa structure : si l'Europe existe à partir des pays,

**PHILIPPE HERZOG**  
Président fondateur  
de Confrontations Europe



elle n'existe pas sans eux. Il y a là peut-être l'idée « catholique » que le tout existe à partir des parties et en elles. L'Europe sans la Grèce, ce n'est plus l'Europe. La France ne serait pas la France sans l'Europe.

Avec la Révolution française, nous sommes devenus des citoyens nationaux libres et égaux en droit, et non plus de simples sujets. Comment réaliser cela au niveau de l'Europe ? Sans doute en envisageant le rôle de l'Europe dans le monde. Dans les faits, des conflits ne manqueront pas de survenir. Contrairement à ce qu'écrivait Fukuyama, l'histoire n'est pas finie.

**P. H.** Dans la crise de civilisation que nous connaissons, l'Europe doit se demander comment elle peut continuer à intéresser le monde. Notre devoir et notre intérêt sont de ressourcer notre héritage et notre communauté dans un tout nouveau contexte. Pour ne pas entrer dans un recul profond, l'Europe doit apporter sa contribution à une civilisation mondiale.

Il ne s'agit pas seulement de renouer avec une vocation spirituelle, c'est aussi une question d'intérêt. Si nous ne parvenons pas à retisser nos liens avec nos voisins et avec toutes les autres régions du monde, nous serons très pauvres très vite. ☞

*Propos recueillis par Clotilde Warin et Anne Macey*

# « L'EUROPE SOCIALE DOIT PROGRESSER »

L'Europe « passe » mal tout d'abord parce qu'on en parle mal. Parce qu'on la représente mal. Confrontations Europe a choisi de donner la parole à deux dirigeants syndicaux pour parler Europe, défis, avenir : **Laurent Berger**, secrétaire général de la CFDT (Confédération française démocratique du travail) et l'Italien **Luca Visentini**, secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES) à Bruxelles qui réunit près de 90 organisations syndicales de 39 pays européens.

*L'Europe est rejetée par une frange de plus en plus large des opinions publiques et peine à être vue comme une Europe sociale, au service des citoyens. Pourtant, n'y a-t-il pas eu des acquis européens au niveau social ?*

**Laurent Berger.** Il y en a beaucoup. Le premier acquis de l'Europe est de garantir la paix entre les États de l'Union et cela ne semble pas totalement anodin lorsque l'on voit les tensions qui se font jour aux frontières de l'Europe. Le deuxième acquis, c'est un certain modèle social. Cet aspect est peu visible car l'Europe sociale doit encore progresser, mais il est réel en terme de santé et de sécurité au travail, de lutte contre les discriminations, d'égalité hommes-femmes. Il faut aussi mentionner la libre circulation

des citoyens dans 26 États européens, même si l'Europe est aussi attaquée là-dessus, ce qui est assez paradoxal. Et puis il y a l'euro, véritable outil de performance dans le monde.

**Luca Visentini.** Pour moi, les trois acquis majeurs de l'Europe sont, tout d'abord, l'« économie sociale de marché », un terme défini par Jacques Delors, maintenant inscrit dans les Traités, et qui assure un équilibre entre compétitivité économique et inclusion, cohésion, droits sociaux. Ensuite, l'acquis social européen qui repose sur près de 70 dispositifs législatifs traitant de questions sociales auxquels s'ajoute la charte des droits sociaux et, en troisième lieu, le dialogue social, animé par 44 comités de dialogue sectoriel européens. Donc on ne peut pas dire que l'Union européenne n'a pas légiféré sur les questions sociales même s'il est vrai que les huit années de crise ont conduit l'Union à une gouvernance plus économique.

*Étendre à tous les travailleurs l'accès aux systèmes de protection sociale*

... sont le chômage, les inégalités, la pauvreté...

**L. B.** Il est vrai qu'on ne capitalise jamais sur les résultats obtenus. Et que les politiques s'expriment

d'abord au nom de leur pays. Pour moi, ils sont coupables de ne pas être capables de porter une parole européenne. L'Europe a un problème de dirigeants, et de mythification du poids de chacun des pays européens. Or, le seul espace territorial dans le monde qui puisse penser son modèle économique, son modèle social et aussi le devenir de la planète, c'est l'Europe. Mais, comment l'expliquer aux citoyens ?

*Pourquoi passe-t-on sous silence ces avancées sociales ?*

**L. V.** En fait, l'Union européenne est toujours désignée comme responsable des politiques d'austérité. Mais la vérité est que ce sont les États membres qui les ont imposées. C'était là une mauvaise réponse et qui n'a pas permis de résoudre la crise puisque nous sommes toujours en stagnation et que les chiffres du

*En effet, comment ? L'Europe est-elle la mieux à même de répondre à la mondialisation, aux mutations profondes en cours dans les domaines du numérique, de la transition énergétique, à l'enjeu démographique ?*

**L. V.** Oui, elle l'est mais seulement si elle mène une politique macro-économique conjuguée à une véritable politique sociale de création d'emplois de qualité. Nous-mêmes, à la CES, nous défendons une stratégie européenne fondée sur quatre piliers : il s'agit, en premier lieu, de promouvoir l'investissement. Nous sommes, notamment, pour la mise en place d'un Trésor qui pourrait d'emblée être doté des 300 milliards



**LUCA VISENTINI**

Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES).

d'euros disponibles du Mécanisme européen de stabilité (MES). En deuxième lieu, il faut augmenter les salaires en lien avec la productivité. Troisième point : consolider le socle social, en s'assurant, par exemple, que les outils législatifs déjà en place soient bien utilisés par les États membres, ou encore en soutenant la directive en faveur de l'accès universel aux systèmes de protection sociale, ou encore la révision de la directive sur les travailleurs détachés... Enfin, le quatrième pilier porte sur la nécessaire prise en compte de la crise migratoire qui nous permet certes de combler le déficit démographique en Europe mais qui est aussi un enjeu de droits de l'homme.

**L. B.** L'Europe sera capable de répondre aux défis actuels si, comme le dit Luca, elle se projette dans le modèle de demain, en investissant massivement dans les transitions énergétique et écologique, en développant davantage l'économie de la connaissance, en renforçant notre industrie. L'Europe a cette difficulté à passer dans le monde du XXI<sup>e</sup> siècle. Elle devrait être stratège au niveau industriel.

*Pour appuyer cette démarche, quel devrait être le rôle des syndicats ?*

**L. B.** Le syndicalisme doit avoir un rôle de déconstruction des discours europhobes et dire qu'il faut que l'Europe soit aussi un espace de dialogue social. Je rêve qu'un jour les dirigeants syndicaux de plusieurs pays soient invités à un vaste *round* de dialogue social avec les patrons afin de définir ensemble les défis de demain. Qu'on refasse ce qui a été fait sous la présidence de Jacques Delors. Cette méthode donnait envie.

**L. V.** En tant que syndicats, nous nous trouvons confrontés à deux problèmes. Le premier est que nous n'avons pas été capables d'avoir une influence pour inverser les mauvaises politiques mises en place par l'Union. Nous n'avons pas réussi à gérer la mondialisation. Nous devons montrer à nos membres que nous pouvons faire la différence et leur offrir de meilleures conditions, de meilleures chances, droits, emplois... Nous



**LAURENT BERGER**  
Secrétaire général  
de la Confédération  
française démocratique  
du travail (CFDT).

devons avoir de bonnes propositions et être en capacité de bien les négocier.

Autre point crucial : nous sommes encore bien trop peu au contact avec les nouvelles formes de travail (économie numérique, économie verte, auto-entrepreneurs...). Pendant longtemps les syndicats ont pensé qu'ils n'étaient pas des travailleurs comme les autres. Nous devons nous assurer que le système traditionnel de protection sociale leur soit étendu.

*Mais, dans le même temps, comment répondre au climat de défiance qui touche aussi les organisations syndicales ?*


**L. B.** Par l'utilité, la proximité. Si le syndicalisme veut retrouver du poids au niveau européen, il doit se renforcer dans l'entreprise. Il faut que l'Europe remette des porteurs d'intérêt général autour de la table, que l'on ait l'Europe combative. C'est le compromis qui nous fera avancer en Europe, mais le compromis positif, débattu, confronté, arraché au sens d'un rapport de force normal entre avis divergents.

**L. V.** Il faut des faits. Il faut que nous soyons en mesure de démontrer que la seule façon

de défendre l'emploi, c'est de préserver la taille des multinationales mais, face à des restructurations, d'y adjoindre des outils de protection des travailleurs élaborés à l'échelle européenne pour faciliter les trajectoires professionnelles, permettre des requalifications, le tout dans un mode de gouvernance local et en assurant une solidarité à travers les frontières. Cela apparaîtra alors comme des faits. Si nous sommes à même de parler de résultats concrets, il sera facile de convaincre les gens que Donald Trump ou Marine Le Pen ne promettent que des rêves...

*Si on tourne notre regard vers le futur, quelles initiatives portez-vous en faveur d'un vrai projet collectif européen ?*

**L. B.** Avec Luca, notamment, nous portons un certain nombre d'ambitions concrètes : l'instauration d'un salaire minimum dans chacun des pays, d'une assurance chômage européenne qui ait à la fois du sens en termes budgétaire et au niveau social... mais cela ne suffira pas si l'on ne porte pas la vision d'un projet global. Il faut refaire sens. Il faut créer cet horizon commun, définir des processus qui soient plus communs et qui intergouvernementaux. Il faut un Eurogroupe social qui permettrait de montrer qu'on est plus forts ensemble que chacun de notre côté.

**L. V.** Nous sommes aussi en faveur d'un Eurogroupe social. Nous enjoignons les ministres du Travail et des Affaires sociales européens à le mettre en place. Mais le problème est qu'au sein de l'Union européenne, les ministres des Finances n'écoutent pas les ministres du Travail. Et le président de l'Eurogroupe actuel, Jeroen Dijsselbloem, qui est pourtant social-démocrate, se révèle dans les faits le pire néolibéral qu'on puisse imaginer. Donc oui à un Eurogroupe social mais d'abord faisons en sorte que s'établisse une vraie connexion entre ministres du Travail et des Finances. 

*Propos recueillis par Clotilde Warin, rédactrice en chef*

# VERS UN NOUVEAU SYSTÈME DE FINANCEMENT DE L'UE

Le budget de l'Union a besoin de réforme – à la fois de ses dépenses et de ses recettes – afin de répondre aux énormes défis actuels et de faire la preuve de son utilité auprès des citoyens européens. C'est la principale conclusion du rapport rédigé par le groupe à haut niveau sur les ressources propres présidé par **Mario Monti** et présenté au Parlement européen, le 12 janvier dernier.

Les questions budgétaires ont toujours été un terrain d'affrontement entre des visions différentes de l'Europe, et bien sûr entre des intérêts nationaux parfois contradictoires. Or, si l'on parle souvent de la Politique agricole commune (PAC), de la politique régionale ou encore de la recherche européenne, la façon dont l'Union européenne finance ses politiques reste bien souvent un mystère pour les citoyens européens. Rien d'étonnant à cela, puisque plus de 75 % du financement provient de contributions nationales qui n'ont pas de lien direct avec eux.

Ces contributions font partie du système des ressources propres de l'Union, c'est-à-dire

des ressources que les États membres attribuent au budget européen. Cette décision d'attribution n'est pas anodine, elle exige un accord à l'unanimité, puis la ratification dans chaque État membre, en général par l'assemblée législative. En France, c'est l'Assemblée nationale qui la ratifie, en tant que gardienne de la souveraineté fiscale.

## Valeur ajoutée européenne

Le système actuellement en vigueur n'a pas beaucoup changé depuis les années 1980, et a conduit à la situation actuelle absurde où le budget de l'Union est perçu comme un jeu à somme nulle, avec des « bénéficiaires » et

des « contributeurs » qui s'affrontent au cours de négociations pluriannuelles où l'on parle peu d'objectifs communs, mais beaucoup de retours sur sa mise et de rabais divers et variés. Le plus grave, selon cette perception, c'est qu'il n'existe pas de valeur ajoutée européenne, ou de bénéfice européen. Il n'y a que des coûts nationaux. Ainsi un euro dépensé pour le bénéfice de tous, par exemple pour sécuriser les frontières extérieures de l'Union ou répondre à la crise migratoire, est immédiatement considéré comme étant au bénéfice du pays dans lequel il est dépensé (Grèce, Italie, etc.), et un coût pour tous les autres. Ceci est non seulement désastreux pour l'image de l'Union,

## LES NEUF RECOMMANDATIONS DU RAPPORT

- 1. Le budget de l'UE doit être réformé à la fois du côté des dépenses et des recettes afin de répondre aux nouvelles priorités de l'UE** et relever les défis de notre temps, qu'ils soient économiques, géopolitiques, sociaux ou culturels.
- 2. Le budget de l'UE doit se concentrer sur les domaines à forte valeur ajoutée européenne**, pour lesquels l'action de l'Union n'est pas seulement appropriée mais indispensable. La réforme du financement de l'Union ne doit pas conduire à alourdir la charge fiscale pour les citoyens, mais doit permettre de trouver des synergies entre les finances publiques nationales et européennes.
- 3. Certains éléments du système actuel fonctionnent bien et devraient être conservés**, notamment la nécessité d'un budget en équilibre, les ressources propres traditionnelles (droits de douane) et la ressource fondée sur le revenu national brut (RNB) en tant que ressource résiduelle.
- 4. Les nouvelles ressources propres les plus intéressantes remplaçant en partie la ressource fondée sur le revenu national brut (RNB) n'ont pas seulement pour objectif de financer le budget de l'UE**, mais également de contribuer aux politiques de l'UE. Elles doivent améliorer le fonctionnement du marché intérieur et la coordination fiscale, faciliter la décarbonisation de l'économie et la lutte contre le changement climatique, contribuer aux politiques d'investissement, de transport ou de l'énergie. De nouvelles ressources propres créées à partir d'une TVA réformée, d'un impôt sur les sociétés harmonisé, d'une taxe sur les activités financières, d'un prélèvement sur le CO<sub>2</sub>, ou de la taxation sur l'électricité ou le fuel contribueraient à ces objectifs.
- 5. Ce que l'on appelle les « autres revenus » devraient aussi être explorés.** Les amendes « concurrence » en sont l'exemple le plus connu : ce ne sont pas des ressources propres, et leur montant est très variable d'une année à l'autre, mais elles sont rendues aux États membres par le biais d'une diminution de la contribution RNB à l'occasion d'un budget rectificatif. Or, ces amendes résultent directement d'une politique de l'Union et pourraient être utilisées différemment, de même que les recettes qui pourraient provenir du contrôle des frontières extérieures de l'Union, du marché unique numérique, la protection de l'environnement ou de l'efficacité énergétique. Elles pourraient par exemple financer le budget général, alimenter une réserve ou financer le secteur concerné.
- 6. Les coûts et avantages de l'appartenance à l'UE devraient être mieux pris en compte.** Les indicateurs actuels, essentiellement des soldes nets, ignorent la valeur ajoutée des politiques de l'UE et de la participation au plus grand marché au monde.
- 7. Tous les mécanismes de correction (« rabais ») devraient être supprimés.**
- 8. La cohérence du budget de l'UE et des budgets nationaux dans le cadre du Semestre européen devrait être revue.** Les contributions nationales au budget de l'UE dans les budgets nationaux devraient être harmonisées de manière à ce qu'elles soient comprises et anticipées.
- 9. Une certaine géométrie variable pourrait être accordée** lorsque certains États membres veulent aller de l'avant, notamment pour le développement ultérieur de la zone euro ou d'autres politiques en coopération renforcée.





© Anadoblog

mais cela ne correspond pas non plus à la réalité, et n'encourage pas les réformes du côté des dépenses où chacun essayait de préserver son pré carré. L'unanimité sert le statu quo plutôt que le changement.

Notre groupe a donc présenté neuf recommandations pour rendre le système actuel plus transparent, plus simple, plus juste et bénéficiant d'un meilleur contrôle démocratique, selon les termes de notre mandat. Ces recommandations ont été adoptées de façon consensuelle par les membres du groupe, qui, bien qu'ils aient participé aux travaux en leur nom propre, ont été désignés par le Parlement européen, par le Conseil ou par la Commission européenne.

### Tordre le cou à certains préjugés

Le rapport plaide pour une réforme en profondeur des dépenses afin de se recentrer sur les défis communs. Les crises récentes ont exercé une forte pression sur le budget. Elles ont aussi montré là où l'action au niveau européen est la plus appropriée et la plus efficace : la sécurité intérieure et extérieure, la lutte contre le changement climatique et la décarbonisation de l'économie, les investissements de moyen et long terme en faveur de la croissance et de l'emploi. Les gros postes de dépenses

du budget européen ne sont traditionnellement pas dans ces domaines, pour de multiples raisons, et l'UE a éprouvé de grandes difficultés pour réorienter sa capacité d'action au cours des dernières années. Mais si l'on veut reconquérir la confiance des citoyens et asseoir la légitimité de nos politiques européennes, le budget européen doit pouvoir montrer un progrès sur ces grands défis actuels.

Nous avons aussi voulu tordre le cou à certains préjugés. Le rapport explique clairement, par exemple, que de nouvelles ressources propres ne viendront pas augmenter le budget, mais diminueront la ressource RNB<sup>(1)</sup>. Le volume du budget, lui, dépend du cadre financier pluriannuel adopté par les chefs d'État et de gouvernement à l'unanimité, pas de la structure des recettes. Le rapport montre aussi que les ressources propres ne sont pas des taxes européennes, puisque le pouvoir fiscal est au niveau national. Ce point est d'une importance majeure car il implique qu'une réforme ambitieuse du budget peut se faire à traité constant, sans modification des compétences respectives des différents acteurs institutionnels.

Nos recommandations sont compatibles avec les traités européens actuels et pourraient être mises en œuvre dans le prochain cadre financier pluriannuel. La balle est donc maintenant dans le camp de la Commission, qui devra prendre l'initiative de présenter des propositions à la fois sur les dépenses et sur les recettes pour la future période budgétaire. Il nous faudra également suivre de près les travaux du Parlement européen qui a toujours porté ce sujet avec force et qui a déjà annoncé son intention de se positionner politiquement sur le futur financement de l'UE avant les propositions formelles de la Commission. ¶

**Mario Monti**, président de l'Université Bocconi, ancien Premier ministre d'Italie, ancien Commissaire européen

» Pour plus d'informations sur le groupe à haut niveau sur les ressources propres : [http://ec.europa.eu/budget/mff/hlgor/index\\_en.cfm](http://ec.europa.eu/budget/mff/hlgor/index_en.cfm)

<sup>1)</sup> La ressource RNB est un prélèvement sur le revenu national brut (RNB) de chaque État membre d'un pourcentage fixé annuellement par le budget de l'Union. Cette ressource, qui ne devait être perçue que si les autres ressources propres étaient insuffisantes pour couvrir les dépenses, représente aujourd'hui la principale source de revenus de l'UE.

## TÉMOIGNAGE



© Wikimedia

### Mario Monti

Président de l'Université Bocconi, ancien Premier ministre d'Italie (2011-2013), ancien Commissaire européen (1995-2004)

*Lorsque j'étais membre de la Commission européenne, j'ai rencontré Philippe Herzog à de nombreuses occasions. Dès nos premiers échanges j'avais été sensible au charme de cet intellectuel, économiste, dirigeant du Parti Communiste, Européen passionné. J'ai été souvent étonné par la facilité de dialogue entre lui et moi, malgré ma formation plutôt libérale, fondée sur la doctrine de l'économie sociale de marché et proche de l'Ordoliberalismus d'origine allemande.*

*Un sujet des plus complexes au niveau théorique et des plus controversés pour les conséquences politiques et sociales était celui des services d'intérêt économique général. Grâce au rapport Herzog, l'ensemble des débats, parfois difficiles, qui caractérisaient ce domaine sensible, ont pu bénéficier d'une plus grande clarté. Ce qui me frappait le plus était l'extraordinaire capacité de Philippe Herzog et de Confrontations Europe à mobiliser l'expérience, la compétence et les intérêts légitimes des plus divers acteurs de l'économie et de la société, ce qui rendait ces échanges très fructueux en vue de permettre aux institutions de mieux décider et aux autres stakeholders de participer à l'intégration d'une manière plus consciente et clairvoyante. ¶*

# LE BUDGET : LA PEAU DU CHAGRIN EUROPÉEN

L'Europe est souvent présentée comme une bureaucratie coûteuse. C'est là une idée fautive alors que le budget européen ne représente que 1 % de toute la richesse annuelle produite dans l'Union. Ne serait-il pas temps d'appliquer au budget le principe de subsidiarité ?



La solidarité n'est pas une notion abstraite. Elle se mesure. Cela s'appelle un budget. À cette aune, la France est une communauté fortement solidaire : la République redistribue 57 % du revenu national. En revanche, le budget européen ne représente que 1 % de toute la richesse annuelle produite dans l'Union. Pire : ce montant est en baisse de 20 % depuis vingt ans, alors qu'entre-temps trois traités ont accru les compétences européennes et que nous ont rejoints treize pays gros consommateurs de fonds de cohésion. Funeste paradoxe : depuis que l'Union s'est dotée d'une monnaie commune, la solidarité entre ses membres s'est réduite !

Ce paradoxe demeure inconnu du grand public et méconnu des dirigeants nationaux : le budget est le trou noir du débat politique européen. On se bat sur les compétences à

donner à l'Union, mais pas sur les moyens financiers de les exercer. Il faut dire que les dirigeants nationaux en gardent des souvenirs cuisants. En 1967, la première évocation du problème de principe a suscité l'ire du général de Gaulle et six mois de « chaise vide » de la France à Bruxelles. En 1984, Margaret Thatcher a introduit la pilule empoisonnée du principe du « juste retour » : désormais financé par des contributions des budgets nationaux, le budget communautaire est prisonnier des égoïsmes des grands argentiers des États membres. Chacun cherche à minimiser sa contribution nationale et à maximiser les retours de la cassette commune en faveur de ses nationaux. Pour éviter des négociations annuelles pénibles avec le Parlement, le budget annuel est encadré par un accord septennal qui fixe les plafonds financiers des grandes politiques.

Ce cadre est adopté à l'unanimité par les gouvernements, le Parlement n'ayant la faculté que d'approuver ou de rejeter en bloc.

Un tel dispositif a plusieurs inconvénients majeurs. Il est, tout d'abord, d'une rigidité extrême dans un monde imprévisible, qui exige au contraire une réactivité maximum. Il dévoie, en outre, l'esprit de solidarité. Deux catégories de pays s'opposent en permanence : les bénéficiaires nets, accusés de tendre constamment la main, et les contributeurs nets, parmi lesquels les parlements nationaux, se lassent de plus en plus de financer ce qu'ils jugent être le gaspillage des autres. Autre point noir du dispositif : le maintien des priorités d'hier au détriment des politiques nouvelles : près de 40 % des dépenses continuent d'être allouées à la politique agricole, et un montant comparable à la politique de cohésion régio-

## TÉMOIGNAGE



© Parlement européen

## Alain Lamassoure

Groupe PPE, député européen, ancien ministre délégué aux Affaires européennes (1993-1995), ancien ministre délégué au Budget (1995-1997)

nale, alors que la recherche ne reçoit que 10 %, et les autres politiques quelques miettes. Le Parlement a livré une bataille titanesque pour tripler les crédits de l'agence Frontex, préfiguration du corps européen de garde-frontières et de garde-côtes : les 500 M€ ainsi obtenus sont à comparer aux 32 milliards \$ dont bénéficie son homologue américain.

Il faut aussi reconnaître que ce système conduit à l'irresponsabilité généralisée. D'autant que ce septennat budgétaire ne correspond en rien au calendrier politique des mandats de la Commission, du Parlement et du Président du Conseil européen. Arrivé aux manettes à la fin 2014, Jean-Claude Juncker a découvert que la camisole budgétaire adoptée l'année précédente le paralyserait pour la totalité de son mandat ! Enfin, de manière plus pernicieuse, on assiste au rapatriement progressif de compétences de l'Union au niveau national. Car, face à l'urgence extrême, faute de trouver la moindre marge de manœuvre au sein du budget commun, les dirigeants nationaux ont multiplié la création de fonds satellites dédiés à des tâches précises : Fonds Juncker, aide aux réfugiés du Liban et de Jordanie, aide à la réadmission de réfugiés en Turquie, fonds eurafricain de La Valette dont le but serait d'endiguer la crise migratoire, aide à l'application des accords de Paris sur le réchauffement climatique dans les pays en développement, etc. Financés par des contributions nationales proportionnelles au PIB des États membres, ces fonds sont mis en place et gérés par des décisions à l'unanimité. Ils échappent généralement à tout contrôle parlementaire : le Parlement de Strasbourg est hors-jeu par définition, et les Parlements nationaux n'ont guère la possibilité politique de remettre en cause les engagements internationaux pris par leurs chefs de gouvernement.

### Les trois pistes explorées

Sous l'impulsion personnelle de Philippe Herzog, Confrontations a été l'un des très rares think tanks à accompagner nos efforts au Parlement pour sortir de cette impasse. Trois pistes ont été explorées simultanément.

**1. La recherche de nouvelles ressources propres, susceptibles d'alimenter directement le budget européen en remplaçant progressivement les contributions nationales.** L'alliance du Parlement et de la Commission a permis

*Ma complicité avec Confrontations a débuté en 1999 alors que Philippe, député européen, a eu en charge l'écriture d'un rapport sur les services publics européens. Bien que Philippe ait été élu sur une liste de gauche, il a réussi à obtenir, au Parlement, une très large majorité et ce rapport a défini les « services d'intérêt économique général », cités dans le Traité de Lisbonne. Je suis assez vite devenu très proche de Confrontations qui était, à l'époque, le seul think tank capable d'organiser des*

*débats d'idées entre Européens venant de pays différents et de familles politiques différentes. J'ai été vice-président du think tank jusqu'à une date récente. Pour moi, il est rare de voir un think tank financé par quelques grandes entreprises du CAC 40 et où bien des auditeurs appartiennent à la gauche française. C'est là un mariage heureux. Il faut apporter une réponse européenne aux grands enjeux actuels (terrorisme, Brexit, vagues migratoires...) et aussi aux opportunités offertes, par*

*exemple, par l'économie digitale. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une réflexion sur la possible organisation de l'Europe en trois cercles : le cercle du voisinage (Ukraine, Russie, Turquie, Grande-Bretagne...); le cercle des « colocalitaires » de l'Union européenne et, enfin, « le cercle de famille » que l'on doit bâtir ensemble, sans laide des Traités, afin de déterminer des coopérations renforcées dans les domaines monétaire, de politique digitale, d'espace Schengen... »*

en 2013 d'imposer aux ministres des finances la création du groupe à haut niveau présidé par Mario Monti<sup>(1)</sup>, ainsi qu'un accord de principe pour mettre en œuvre une réforme à partir de 2020 : construire l'Europe exige une patience que je n'hésite pas à qualifier de géologique...

**2. La création d'un budget d'investissement de l'Union.** Les travaux de Confrontations sur le financement des investissements à long terme ont pavé la voie de l'élaboration du plan Juncker. Au-delà, le plus simple serait évidemment de transformer progressivement l'énorme fonds d'aide aux États de la zone euro en difficulté (bizarrement nommé Mécanisme européen de stabilité) en fonds de prêts aux investissements d'avenir : infrastructures, recherche, innovation.

**3. La mise en place d'un budget propre à la zone euro,** dont le principe est plus facilement admis par les États « austères » de l'Europe du nord. Comme l'a montré le rapport Monti, des ressources comme le droit de seigneurage de la Banque centrale, ou une taxe sur les transactions financières, peuvent alimenter plus légitimement un budget de la zone euro.

Le moment est venu de lancer un nou-

veau chantier : la dimension budgétaire du principe de subsidiarité. Curieusement, cet aspect essentiel n'a jamais intéressé personne. Chaque fois qu'est proposée une dépense supplémentaire à Bruxelles, des voix indignées s'élèvent pour accuser l'Union de donner le mauvais exemple et de « coûter trop cher ». Or, si le principe de subsidiarité est pleinement respecté, on ne doit solliciter l'Union que si elle apporte une efficacité accrue pour un coût identique, ou un coût moindre pour une efficacité égale : la preuve doit être apportée qu'un euro de plus dépensé à Bruxelles permet d'économiser plus d'un euro au niveau national. Le calcul n'a jamais été fait lorsqu'on a créé la trentaine d'agences communautaires ou le service d'action extérieure de l'Union. Il doit devenir systématique si l'on veut convaincre les citoyens que « plus d'Europe, c'est moins d'impôts ». Un beau défi de pédagogie politique ! Quel candidat à l'élection présidentielle serait-il prêt à s'y risquer ?

Alain Lamassoure, député européen

<sup>1)</sup> Pour plus de précision sur le rapport du groupe à haut niveau sur les ressources propres, lire l'article de Mario Monti dans ce même numéro, p. 16-17.

# POUR UNE FINANCE RÉGULÉE AU SERVICE DU LONG TERME

Depuis dix ans, Confrontations Europe œuvre pour que la finance soit un moyen au service d'une véritable stratégie européenne d'investissement.

Ces dernières années, la finance aura été au cœur de l'actualité et du travail de Confrontations Europe qui a nourri quelques propositions phares à l'intention des décideurs politiques. Confrontations a très vite acquis la conviction de l'urgence et de l'importance de la réglementation financière, compte tenu de l'accélération des crises financières depuis 1997. Philippe Herzog, alors vice-président de la commission ECON au Parlement européen, avait soutenu le rapport de sa collègue néerlandaise Ieke van den Burg (Alliance progressiste des Socialistes et Démocrates – S&D) qui, dès 2002, demandait un débat public sur une supervision européenne.

Quelques années plus tard, l'actualité semblait avec la crise des subprimes américains qui a emporté les marchés financiers dans une des plus graves crises qu'ils aient connues. Nous pressentions à Confrontations Europe qu'il s'agissait bien plus que d'une crise immobilière « clas-

sique » ayant pour théâtre d'opérations les États-Unis, mais d'un véritable dérèglement du système financier. Nous avons contribué aux réflexions sur les réformes du secteur financier et sur l'architecture future de la supervision européenne, suite à la proposition de la Commission sur la base du rapport de Larosière<sup>1)</sup>, en lien avec les autorités nationales. Nous avons travaillé sur le renforcement des capitaux propres et ratios d'endettement, sur le renflouement des établissements financiers, sur la genèse d'une Union bancaire, sur la gestion et la résolution des crises bancaires, sur les effets pervers de la « *fair market value* », sur la régulation des assurances et des fonds de pension... Autant de dossiers et d'initiatives prises par la Commission pour réguler le secteur financier afin de lui permettre de recouvrer stabilité et *in fine* retrouver sa raison d'être, le financement de l'économie avec la confiance des utilisateurs.

## Revitalisation de l'investissement

Car pour nous, la stabilité financière n'aura pas été notre seul objectif : nous l'avons liée aux conditions d'une reprise d'une croissance à la fois soutenue et soutenable. Dès 2010, Confrontations visait particulièrement la nécessité d'une promotion des investissements de long terme matériels et immatériels en Europe : face à un système financier court-termiste, il fallait veiller à ce que la régulation n'entrave pas la finance patiente tant les besoins sont énormes, qu'il s'agisse d'infrastructures, d'énergie décarbonée, d'économie numérique, des mutations des besoins ruraux et urbains, de formation.

Confrontations s'est engagée dès 2009, aux côtés du Club des investisseurs de long terme, dans un combat décisif pour l'avenir de l'Europe, la revitalisation de l'investissement. Nous avons entamé une réflexion sur la valorisation

et le financement des projets d'investissement dans un cadre européen favorable au long terme et à la cohésion.

Le débat aura été difficile à installer sur la place européenne, nous y avons pris une part active et, en mars 2013, un livre vert sur l'investissement de long terme a été publié. Ce livre vert aura été une opportunité de transformer la

*Le plan Juncker est une première étape vers une conscience politique commune*

stratégie UE 2020 en véritable stratégie de croissance avec au centre l'impératif industriel et comme moyen la finance. Dans notre réponse à la consultation, nous insis-

tions sur l'importance de mettre en cohérence l'articulation des initiatives de régulation financière en nous posant ces deux questions : le financement à long terme, pour quelles finalités et comment ? Et face à la menace de stagnation durable, nous avons alors décidé de créer, dès 2014 à Bruxelles, les Assises européennes du long terme de Confrontations Europe. Nous entendions ici, avec tous les acteurs concernés des secteurs public et privé, économique et financier, proposer aux dirigeants politiques européens les domaines prioritaires et les réformes, notamment fiscales et de supervision à conduire. Le plan d'investissement européen, dit « plan Juncker », est une première étape, bienvenue, vers une conscience politique commune mais il ne constitue pas une stratégie européenne commune pour l'investissement. Le combat continue... 

**Marie-France Baud**, responsable du groupe Finances à Confrontations Europe et directrice du bureau de Bruxelles



<sup>1)</sup> En octobre 2008, au cours de la présidence française du Conseil de l'Union européenne, Jacques de Larosière s'est vu confier pour mission de réfléchir aux moyens de lutter contre les défaillances du système européen de surveillance et de gestion des crises. Les recommandations du rapport ont été reprises lors du Conseil européen extraordinaire de juin 2010.

# LA MER, DOMAINE D'INTÉRÊT STRATÉGIQUE EUROPÉEN

En écho à l'appel de Confrontations Europe pour une stratégie industrielle européenne, le leadership européen en matière d'industries maritimes et notamment énergétiques passe par des coopérations avec les régions.

**D**ans sa position de mars 2017 « Les Mers et les Océans, sujet d'avenir pour l'Union européenne », la Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) appelle l'Europe à amplifier son soutien au développement des industries maritimes. Cette position fait écho à l'appel lancé par Confrontations Europe en 2012 pour une stratégie européenne de compétitivité industrielle intégrée et solidaire.

Les mers et les océans représentent de fait un gigantesque potentiel de croissance et d'emploi. Le rapport « Ocean Economy in 2030 » de l'OCDE, publié en avril 2016, indique qu'en 2010, l'économie de la mer représentait 1 500 milliards de dollars, soit 2,5 % de la richesse mondiale en 2010. Cette part augmente rapidement et pourrait doubler d'ici 2030. Cette dynamique concerne directement l'Europe où, selon la Commission européenne, l'économie de la mer représente un nombre croissant d'emploi, aujourd'hui estimé à 5 millions.

Avec d'autres composantes des industries maritimes, les énergies marines contribuent pour une large part à cet élan. Leur développement contribuera à atteindre les objectifs européens d'indépendance énergétique, de recours aux énergies renouvelables, et de lutte contre le réchauffement climatique.

## Investissement et formation

L'Europe dispose d'un *leadership* mondial dans ce domaine. Si elle souhaite le conserver, elle devra amplifier son action. À titre d'exemple, les objectifs de 27 % d'énergies renouvelables en Europe en 2030 proposés par la Commission sont insuffisants pour stimuler le développement industriel lié aux énergies marines.



Par ailleurs, soutenir ce développement industriel suppose d'assouplir le principe de neutralité technologique, proposé en novembre 2016, dans le Paquet Énergie. Les États membres qui le souhaitent doivent pouvoir mettre en place des conditions d'accès au marché plus favorables à l'électricité produite par les énergies marines.


L'efficacité de l'action de l'Europe suppose également un partenariat renforcé avec les régions. Les investissements et la formation sont deux domaines autour desquels ce partenariat peut se nouer.

Les régions investissent aujourd'hui fortement dans les industries maritimes. Leurs stratégies de spécialisation, qui orientent l'utilisation des fonds structurels, reflètent les priorités des entreprises et des territoires. L'Europe peut s'appuyer sur elles, notamment pour mettre en évidence des carences dans le soutien financier aux projets maritimes risqués, et développer des dispositifs aptes à y remédier. Ces dispositifs peuvent être mis en place dans le cadre des plateformes territoriales prévues par le plan Juncker. Les stratégies des régions soutiennent également un

ensemble d'investissements tels que les projets de test et de démonstration de technologies maritimes, en complémentarité de programmes européens tels que NER 300<sup>(1)</sup>.

Les stratégies de spécialisation des régions permettent aussi d'orienter des collaborations à l'échelle des bassins maritimes et du territoire européen. À titre d'exemple, le projet Interreg Europe CLIPPER<sup>(2)</sup>, piloté par la Région Pays de la Loire, rassemble sept régions d'Europe pour travailler sur leurs politiques de soutien au PMEs des industries

maritimes. L'Europe peut s'inspirer de ces collaborations et des stratégies de bassin maritimes pour orienter ses programmes collaboratifs, dont Horizon 2020.

Investir dans la formation doit également être une priorité. La Conférence des régions périphériques maritimes (CRPM) est fortement engagée dans ce domaine à travers son initiative « Vasco da Gama ». L'Europe doit développer une dimension maritime de la Stratégie pour les Compétences en Europe. Les initiatives « Blueprint maritime » et « Carrières Bleues » sont des éléments positifs en ce sens. Les industries maritimes représentent une perspective positive dont l'Europe doit se saisir pleinement. 

**Damien Périssé**, directeur en charge des Affaires maritimes à la CRPM (Conférence des Régions Périphériques Maritimes d'Europe)

<sup>1)</sup> Le programme NER 300 est conçu comme un catalyseur pour la démonstration de la capture et du stockage du carbone (CSC) et des technologies novatrices d'énergie renouvelable à l'échelle commerciale au sein de l'Union européenne.

<sup>2)</sup> L'objectif affiché du projet européen CLIPPER (Creating a Leadership for Maritime Industries - New opportunities in Europe) est d'améliorer les politiques publiques de soutien aux industries maritimes.

# JEUNES ET EUROPÉENS !

Depuis 2006, Confrontations Europe a mis en place un programme mobilisant de jeunes Européens de différents horizons et pays dans le but de décrypter le sentiment européen des jeunes et de rendre cette Europe plus à l'écoute et plus proche d'eux.

**H**aro aux idées reçues ! Les jeunes s'intéressent à la politique et à l'Europe. C'est ce que Confrontations Europe a constaté à travers les programmes menés sur les jeunes, qui au fil des années ont pris différentes appellations : intitulé « Cercle 009 » en 2006, ils ont été rebaptisés « Cercle des jeunes » en 2010, pour devenir « YES-EU ! » à partir de 2011.



© Katarzyna Białasiewicz / 123RF

La démarche vise à rassembler des jeunes de moins de 35 ans – nouveaux arrivants à la Commission, assistants parlementaires, étudiants, jeunes actifs, salariés des représentations régionales, entrepreneurs et artistes – qui partagent une envie : celle de s'impliquer dans le débat européen, d'échanger avec les décideurs et de faire des propositions politiques. Implanté à Bruxelles, ce groupe s'est voulu résolument européen avec des jeunes venant d'au moins quinze pays de l'Union et de pays candidats, et ouvert aux franges de la population non initiées à l'Europe.

Le programme porte sur l'insertion professionnelle des jeunes, l'éducation et la formation professionnelle, la mobilité ainsi que sur la participation politique. Au-delà du suivi de l'actualité européenne, les pilotes du groupe ont organisé une soixantaine de rencontres avec des représentants d'institutions communautaires et des acteurs socio-économiques pour décrypter les initiatives législatives et les bonnes pratiques en œuvre au sein des États membres. De ces discussions nourries sont remontées des idées fortes comme la nécessité d'un lien plus étroit entre les entreprises et le monde de l'éducation, l'indispensable valorisation de l'ap-

**Ouvrir des espaces d'échanges entre jeunes et décideurs**

prentissage et la démocratisation du programme Erasmus. Ce travail n'aurait pu être réalisé sans de riches partenariats avec IAFEV, Think Young, les Jeunes Européens, Loupiote, Erasmus Student Network, le comité jeunes de la Confédération européenne des Syndicats...

L'initiative européenne pour l'emploi des jeunes et la Garantie pour la jeunesse adoptées par l'UE en 2014 ont été l'opportunité pour Confrontations Europe de s'intéresser de plus près aux questions d'accompagnement des jeunes dans leur insertion professionnelle, et plus particulièrement des plus éloignés du marché du travail. Voulant s'extraire de la bulle bruxelloise, le groupe a mené deux nouveaux projets, en 2015 en Île-de-France et en 2016 en

Hauts-de-France, avec l'objectif d'aller rencontrer des jeunes adultes non familiarisés aux questions européennes et de suivre sur le terrain la mise en œuvre de ces deux initiatives européennes. Les nombreux échanges que nous avons eus avec les participants, que ce soit des jeunes suivis par des missions locales, des écoles de la deuxième chance, des étudiants, des apprentis, ou encore avec les structures en charge de politiques d'emploi, font ressortir le même constat : les initiatives menées par l'Union européenne

## L'ENGAGEMENT AU CŒUR DU PROJET EUROPÉEN

Dans le contexte actuel, troublé en France et en Europe, le volontariat et l'engagement européen sont des éléments structurants du parcours des jeunes. Ils doivent le devenir pour tous. L'ouverture des programmes européens de mobilité à des publics fragilisés (jeunes venant de zones rurales isolées, de zones urbaines défavorisées, peu ou pas diplômés, etc.) est une vraie nécessité. Pour ces jeunes, le volontariat européen est un challenge mais est surtout une opportunité pour entrer dans un processus d'émancipation, de réflexion et d'action. Les retombées sont multiples pour soi, pour son pays et pour l'Union européenne. L'Europe s'incarne à travers l'engagement des jeunes : se sentir européen devient enfin une réalité. La construction de l'Union européenne doit émerger du bas, par ses citoyens et s'appuyer sur sa jeunesse.

Le lancement du Corps Européen de Solidarité, s'il s'inscrit dans cette logique, sera une opportunité d'amplifier le volontariat européen, de multiplier de nouvelles opportunités d'engagement et de mobilité à la jeunesse.

**Djamel Benia**, directeur de l'ADICE (Association pour le développement des initiatives citoyennes et européennes)

en direction des jeunes sont trop peu connues, la mobilité est perçue comme inaccessible et la voix des jeunes ne semble pas être entendue. Cette démarche *bottom-up* a confirmé l'importance d'ouvrir des espaces d'échanges entre jeunes et décideurs. Reste maintenant à aller confronter les perspectives et expériences de nos jeunes Français avec celles de Polonais, Italiens, Allemands... afin de faire émerger une conscience collective en faveur du projet européen. 🇪🇺

**Katarina Cirodde**, chargée de mission, Confrontations Europe

## INVESTIR DANS LES COMPÉTENCES

L'Union européenne fait face depuis plusieurs années à une situation paradoxale : un niveau de chômage élevé, particulièrement chez les jeunes, en même temps qu'une difficulté pour les employeurs à pourvoir les emplois disponibles. On estime en effet à 2 millions le nombre d'emplois non pourvus en Europe.

L'investissement dans les compétences doit être une priorité, parce que l'élévation des niveaux de qualification impacte positivement la valeur ajoutée des biens et services produits et prépare l'économie de l'avenir, et parce qu'il est urgent de trouver des réponses à l'inadéquation entre l'offre disponible d'éducation et de formation, les choix individuels des personnes en situation de se former, et les besoins réels du marché du travail.

L'Agenda pour des compétences nouvelles pour l'Europe, présenté par la Commission européenne en juin 2016, va dans la bonne direction. Il envoie aux États membres un message politique fort sur la nécessité de mettre en place des dispositifs

d'acquisition des compétences de base, d'élévation des compétences numériques – la pénurie de compétences dans ce domaine est particulièrement forte – et de valorisation de l'apprentissage, voie d'insertion des jeunes sur le marché du travail particulièrement efficace.

Pour autant, moins de la moitié des élèves du secondaire en Europe étaient inscrits en 2012 dans un programme d'enseignement professionnel (avec d'importantes disparités entre les États membres, la fourchette allant de 70 % en Autriche à 13 % à Chypre). Ceci tient largement au déficit d'image dont souffre l'apprentissage, mais aussi dans certains pays à une gouvernance des systèmes inefficace, notamment du fait de l'insuffisante coopération entre les pouvoirs publics et les entreprises. Dans ce contexte, il faut agir sur au moins deux leviers : l'orientation afin que chacun, quand il choisit une formation, ait accès au taux d'insertion dans

l'emploi des diplômés préparés et, en second lieu, la coconstruction des programmes d'éducation et de formation, avec une implication rapprochée des entreprises pour mieux répondre aux besoins des entreprises. Valoriser l'apprentissage, c'est aussi donner aux apprentis l'accès à la mobilité géographique. Il faut aujourd'hui réunir l'ensem-

ble des acteurs pertinents pour comprendre les freins au développement de la mobilité des apprentis et concevoir des

*Impliquer les entreprises dans la coconstruction des programmes d'éducation et de formation*

solutions permettant aux apprentis européens de partir dans un autre pays pour apprendre d'autres techniques, une autre langue, appréhender une autre culture, en somme, gagner en compétences et en agilité. ☞

**Garance Pineau**, *directeur adjoint des relations sociales, Medef et présidente du comité Éducation et Formation de BusinessEurope*

## MOBILITÉ DES APPRENTIS, ENCORE UN EFFORT

En 2017, l'Agence Erasmus+ France/Éducation Formation célèbre les 30 ans du programme Erasmus+ : 9,1 millions de citoyens européens en ont déjà bénéficié à travers les 33 pays participants. Dans cet ensemble, seuls 1,3 million de jeunes de l'enseignement et de la formation professionnelle

*15 % seulement des jeunes Erasmus viennent de la filière professionnelle*

ont eu accès. Ce résultat est positif, mais insatisfaisant dans le contexte économique et social que nous connaissons.

Harmoniser le programme Erasmus+ sur le modèle Erasmus de l'enseignement supérieur est devenu nécessaire. Depuis 1995, en France, plus de 145 000 apprentis, élèves de la formation professionnelle et demandeurs d'emploi français sont partis à l'étranger pour des

séjours de deux semaines à un an (3 à 4 semaines en moyenne). En outre, plus de 16 700 enseignants, formateurs et tuteurs de la formation professionnelle ont tiré parti d'un séjour pour échanger ou construire des projets innovants. Les Français bénéficiaires de ces mobilités ne s'y trompent pas : 90 % des apprentis sont satisfaits de leur mobilité ; 66 % considèrent qu'ils ont acquis des compétences linguistiques réutilisables et que le séjour va améliorer leurs chances de trouver un emploi.

Pourtant, les financements disponibles sont insuffisants pour satisfaire la demande : en 2016 en France, seuls 50 % des demandes de bourses Erasmus+ en formation profes-

sionnelle ont été accordées (35 167 demandes pour 17 966 bourses financées). Disposer de financements à la hauteur de la demande permettrait de dépasser le chiffre de 4 % d'apprentis mobiles observé dans les CFA les plus dynamiques en Europe. Il a été démontré que la mobilité contribue à la réussite des étudiants du supérieur : des stages plus longs doivent donc être encouragés, y compris en dehors des pays participants. La reconnaissance des compétences en Europe serait accélérée par une inscription des périodes de stage en Europe et à l'international au sein des cursus d'apprentissage. Cela permettrait de mieux répondre à la demande des entreprises et d'attirer de nouveaux candidats. ☞

**Laure Coudret-Laut**, *directrice de l'Agence Erasmus+ France/Éducation Formation*

# LE TSUNAMI NUMÉRIQUE SOUFFLE À CONFRONTATIONS

Confrontations Europe s'est saisi des questions numériques en 2013 et y consacre un groupe de travail centré sur les enjeux industriels, sociaux et réglementaires du numérique en Europe.

Depuis le début de la décennie, difficile de passer à côté du tsunami qu'est la révolution numérique. Confrontations Europe en a saisi la mesure et a lancé un groupe de travail dédié à ses enjeux, dès 2013, dans la continuité de sa réflexion sur la compétitivité européenne. « *Tout est à réinventer* » nous disait déjà Michel Serres en 2013<sup>(1)</sup>. Mutations économiques et sociales donc, mais mutations « dans les têtes » surtout : les nouvelles technologies bouleversent l'éducation, la production, la consommation, mais aussi la démocratie.

Allant au-delà des champs de réflexion plus traditionnels de la propriété intellectuelle et du marché des télécoms, Confrontations Europe a organisé, en 2013, une première série de séminaires sur le rôle du numérique dans la transformation du modèle social européen passant en revue l'éducation, la formation, la santé et les services publics notamment. Le réexamen de la notion de biens communs était déjà au menu de nos travaux pour se poursuivre jusqu'à aujourd'hui, avec un colloque sur le rôle et la place des plateformes coopératives dans l'économie collaborative et les plateformes<sup>(2)</sup>.

Face à l'ampleur de cette mutation majeure qu'est la révolution numérique, le champ de réflexion du groupe de travail s'est considérablement élargi dans les années suivantes. L'Internet des objets, l'impression 3D, l'intelligence artificielle et le *big data*, les plateformes et l'économie collaborative transforment l'activité des entreprises. L'économie digitale porte en elle risques et opportunités, perspectives d'inclusion comme menaces d'exclusion, potentialités pour le développement dans nos territoires et ombres de géants internationaux raflant la mise... Comment mieux appréhender ces mutations ? De quel progrès économique, social,

politique, le numérique est-il le moteur ? Face aux puissants acteurs américains et asiatiques, il est temps de construire l'Europe du numérique. Comment élaborer une politique industrielle européenne 4.0 pour accompagner cette révolution et soutenir l'innovation sur nos territoires ? Comment faire jouer à la puissance publique – notamment européenne – le rôle de régulateur éclairé ? Le groupe de travail a déroulé ses questionnements autour des dimensions industrielle, sociale et réglementaire dans le contexte porteur de la promotion d'un Marché unique numérique promu par la Commission européenne en 2015<sup>(3)</sup>. Stratégies publiques et privées en matière de cybersécurité<sup>(4)</sup>, transformation du secteur assurantiel face aux modèles disruptifs émergents et au rôle central de la donnée, mais aussi financement des start-up<sup>(5)</sup> et analyse du dilemme innovation/protection autour du rôle des données ont été des temps forts<sup>(6)</sup>. La question du travail et de la formation à l'ère digitale ont également fait partie intégrante de nos champs d'investigation<sup>(7)</sup> en 2015.

En 2016, plus de trente speakers de huit pays membres et 250 participants ont ainsi débattu de

l'Innovation à l'ère numérique lors d'un colloque au Comité économique et social européen : mutations du travail ; soutien à la coopération entre grands groupes, start-up, pôles de recherche et territoires ; mutations des *business models* et accompagnement par les politiques publiques 4.0 ont concentré les discussions. Plus de cinquante recommandations<sup>(8)</sup> ont ainsi pu être élaborées et adressées aux pouvoirs publics pour soutenir l'investissement dans le capital humain, le développement d'écosystèmes d'innovation et le renforcement de la compétitivité européenne par la numérisation de l'industrie. C'est aujourd'hui autour d'un Club numérique que Confrontations Europe poursuit ses échanges autour de ce thème passionnant. ☞

**Carole Ulmer**, directrice des études à Confrontations Europe en charge du numérique

1) « Petite Poucette, elle a tout à réinventer » *La Revue de Confrontations Europe* n° 101.

2) Conférence du 5 décembre 2016.

3) Colloque « Décryptage de la Stratégie pour un Marché unique numérique », 27 mai 2015, Paris.

4) Séminaire 11 septembre 2015

5) Séminaire 29 avril 2015.

6) Séminaire 5 mai 2015.

7) Séminaire des 9 et 15 juillet 2015.

8) « Innover à l'ère numérique », *Interface* n° 105, juillet 2016.



© Kitsana Baitoey / 123RF



# NUMÉRIQUE : L'ENJEU DES DONNÉES

Poursuivant nos travaux « à la recherche de l'intérêt général européen », Confrontations Europe cherche à identifier les intérêts stratégiques à promouvoir et défendre en Europe. Rencontre avec **Aymeril Hoang**, directeur de l'Innovation, à la Société Générale.

*Rien n'échappe aujourd'hui au numérique. Comment faire jouer à la puissance publique le rôle de régulateur d'une nouvelle ère ? Que peut apporter l'échelon européen ?*

**Aymeril Hoang** : Dans un monde reposant sur le paradigme de croissance économique, la question de la contribution de la puissance publique au privé se pose. Or la réalité opérationnelle d'une entreprise est souvent tout autre : elle avance activement sur ses projets sans nécessairement penser à chercher un soutien public, sauf si elle rencontre des difficultés économiques.

À mon sens, il faudrait plutôt partir des besoins d'intérêt général. La puissance publique devrait se demander ce que signifie être européen aujourd'hui : est-ce œuvrer pour un accueil décent des migrants, réduire les inégalités sociales, lutter contre le gaspillage alimentaire, mieux éduquer nos enfants... ? La puissance publique proposerait ainsi des pistes aux acteurs privés eux-mêmes pourvoyeurs d'idées. Pôle Emploi a déjà amélioré l'accompagnement des personnes en recherche d'emploi avec Bayes Impact ou Bob Emploi. L'innovation privée permet de résoudre des grands enjeux d'intérêt général. Ce « solutionnisme » – très prégnant dans la Silicon Valley et parfois critiqué – imprègne les actions des pouvoirs publics américains. Aujourd'hui, l'administration publique peut sembler trop intrusive en matière économique, en ciblant son action directement sur ce qu'elle croit correspondre à des besoins économiques privés, alors qu'il n'en est rien. L'action du Programme des investissements d'avenir en matière de *cloud* public avec les échecs commerciaux de Numergy et Cloudwatt, en est un bon exemple.

*Vous dites que certains chantiers clés devraient malgré tout faire l'objet de l'attention des pouvoirs publics européens ou nationaux. Lesquels ?*

**A. H.** : Le premier champ porte sur la question des compétences. Il y a des personnes très



© Société Générale

qualifiées en Europe, mais beaucoup ne sont pas européennes. Savoir attirer et conserver ces talents en Europe devrait faire l'objet de toute l'attention de nos pouvoirs publics. Cela rejoint un deuxième sujet : celui de l'émergence de centres d'innovation de rayonnement international en Europe, comme l'initiative *French Tech* le visait. Nous avons tout intérêt à avoir – au plus près de nos entreprises – des communautés rassemblant des personnes de haut niveau sur un plan académique et créatif. Nous en manquons encore aujourd'hui. Je salue la création de la Station F à Paris qui sera sûrement un lieu d'innovation pour la France et pour l'Europe, pour peu qu'elle réussisse à attirer des talents européens mais aussi africains ou asiatiques.

Dans un autre registre, je pense que nous gagnerions beaucoup à mettre en place un *Small Business Act* européen en place pour favoriser l'accès de nos *start-up* innovantes aux grands défis ou marchés publics encore trop souvent remportés par les grands groupes. Enfin, il faut absolument continuer à financer la recherche fondamentale en Europe, en particulier sur le numérique.

*Si vous aviez une priorité d'action à définir pour les mois à venir, laquelle serait-elle ?*

**A. H.** : Je suis préoccupé par l'*open data* et la question de l'accès aux données publiques ou anonymes. Le numérique est une course au développement d'algorithmes et d'interfaces toujours plus sophistiqués, grâce aux données utilisées, et ce pour répondre aux requêtes de plus en plus complexes des utilisateurs. À l'ère du *machine learning*, la question centrale va être : quel est le terrain de jeu équitable permettant à différentes entreprises et organisations de développer de nouveaux algorithmes ?

Beaucoup d'acteurs collectent et stockent des quantités énormes de données : ils peuvent le faire en interne, en collaboration avec des *start-up*, ou de très grands partenaires. Ce choix soulève en premier lieu des enjeux de propriété industrielle et de souveraineté. Travailler avec de très grands partenaires extra-européens dont les centres de recherche et de décisions sont lointains, c'est prendre le risque pour une entreprise européenne de prendre du retard dans la maîtrise du développement d'algorithmes pointus.

Il faut aussi se demander s'il est pertinent que les acteurs économiques soient les seuls à avoir accès à des données qu'ils ont collectées mais qu'ils n'ont pas créées eux-mêmes. Une entreprise peut légitimement tirer profit de son expertise ou de son savoir-faire en termes d'interface, mais elle devrait faire en sorte que les données collectées, une fois rendues totalement anonymes, puissent appartenir à tout le monde. Nous avons, à mon sens, tout intérêt à promouvoir collectivement la règle de l'*open data* des données publiques et des données anonymes. Il faut permettre à tout acteur capable de développer des algorithmes innovants d'accéder aux données. Les instances de régulation pourraient ainsi se pencher davantage sur les enjeux concurrentiels liés à l'accès aux données et la maîtrise des algorithmes. ☞

*Propos recueillis par Carole Ulmer, directrice des études à Confrontations Europe*

# L'ÉNERGIE COMME PROJET FÉDÉRATEUR EUROPÉEN

Les dossiers concernant l'énergie sont devenus emblématiques de la méthode « Confrontations » par les sujets abordés, par les publics invités et par l'espace européen impliqué. Face à l'urgence climatique, cette méthode reste pertinente pour définir les projets communs.

« **L**e communisme, c'est les Soviétiques plus l'électricité. » Pour paraphraser Lénine on pourrait dire : « *Confrontations, c'est l'Europe plus l'électricité* ». L'acte de naissance du think tank se confond en effet avec la publication par la Commission Européenne, en janvier 1992, d'une proposition de réforme du marché du gaz et de l'électricité, visant à libéraliser totalement une industrie organisée jusque-là, partout dans le monde, sur la base de monopoles. Et ce dossier a illustré de façon exemplaire la méthode appliquée par Confrontations : organiser un débat entre des participants qui n'ont pas l'habitude de traiter ensemble d'affaires aussi lourdes. On a donc réuni des représentants de divers pays, des industriels et des syndicalistes, des experts et de simples citoyens, des hauts fonctionnaires et des chercheurs, etc. Grâce à une préparation très en amont de leurs rencontres, aboutissant à sérier finement les sujets et formuler les questions précises, ces discussions ont dégagé des propositions, souvent originales, toujours importantes, que Confrontations a su diffuser largement à travers ses nombreuses publications. Pour ne citer qu'un sujet sur lequel Confrontations a fait évoluer les esprits et les textes, mentionnons la notion de service d'intérêt général : la rédaction finale des trois directives sur l'électricité, de 1996 à 2009, porte incontestablement la marque des réflexions dont Philippe Herzog a nourri le Parlement européen. Dans le quart de siècle écoulé, l'énergie n'a jamais quitté le devant de la scène européenne. Outre les diverses étapes de la libéralisation, toujours discutées ici, les préoccupations relatives au climat ont pris une place croissante dans

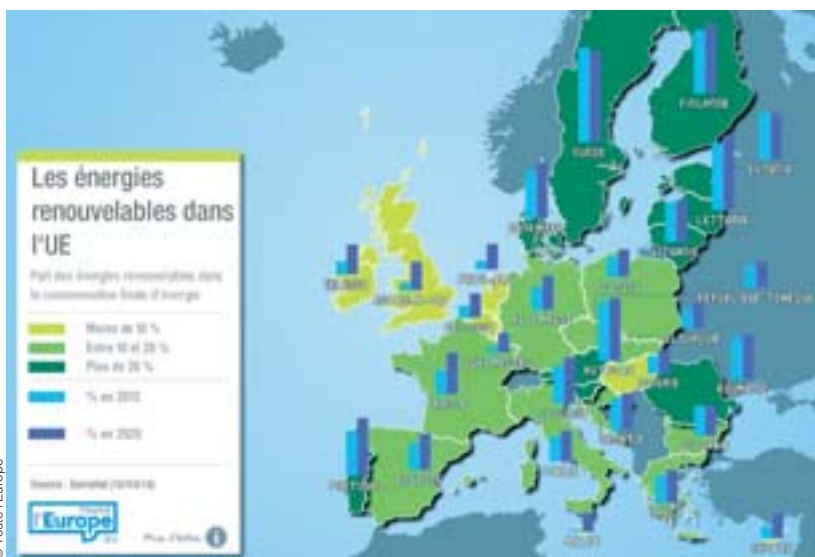
la législation européenne sur l'énergie, depuis le Protocole de Kyoto (1997) jusqu'à l'Accord de Paris (2015), et donc dans les rencontres organisées par Confrontations. Le think tank a également accordé une grande attention à l'intégration énergétique des nouveaux membres de l'UE, plaidant sans relâche pour un maillage plus étroit des réseaux afin d'atténuer la dépendance des pays d'Europe orientale vis-à-vis de leur fournisseur historique et créer de nouvelles solidarités. Combien de think tanks comptent autant de débats sur l'énergie, menés à Budapest, Prague ou Varsovie ? Combien d'entre eux peuvent affirmer avoir travaillé à Bruxelles avec un panel très large de partenaires sur des sujets couvrant tout le spectre qui va de l'énergie nucléaire aux biocarburants ?

En 2017, l'électricité figure à nouveau au centre de l'actualité. La Commission entrée en fonction en 2014 a fait de l'Union de l'Énergie un axe majeur de son programme, et le 25<sup>e</sup> anniversaire de Confrontations Europe coïncide avec la publication de huit propositions législatives sur l'énergie. Ces textes présentent une

grande complexité, liée à leur technicité intrinsèque et aux interactions entre eux. Le projet politique qui les sous-tend comporte, comme en 1992, à la fois des aspects attirants, avec des perspectives d'énergies modernes et d'intégration économique, et des aspects inquiétants, avec une perte d'autonomie des acteurs nationaux et une vision très libérale d'un marché régi par les seuls prix à court terme.

Comme en 1992, un débat bien structuré peut esquisser les contours des améliorations à apporter à ces textes, mais en 2017, les échanges seront plus difficiles à structurer. En premier lieu parce qu'en 25 ans, la mondialisation a exacerbé la compétition économique, les technologies numériques ont fait des pas de géant, le secteur financier a conquis une position de force : ces facteurs pèsent sur notre avenir énergétique. En second lieu parce qu'en 25 ans, l'état d'esprit a changé : la suspicion à l'égard des institutions communautaires s'est considérablement accrue, poussant certains partis politiques, voire des gouvernements entiers, à camper sur une ligne intransigeante que l'on pourrait résumer par « *mes intérêts immédiats d'abord* », à l'image de Donald Trump et de son mot d'ordre : « *America first* ». La responsabilité d'organisations comme Confrontations Europe est donc immense puisqu'il faut expliquer les enjeux contenus dans des textes ardues, mettre en regard les attentes des diverses parties prenantes et formuler des conclusions susceptibles de rendre confiance en un projet commun. À 25 ans, on a l'âge de relever ce défi !

© Toute l'Europe



**Michel Cruciani**, conseiller Énergie-Climat à Confrontations Europe, chargé de mission à l'Université Paris-Dauphine

# UNE RÉVOLUTION ÉNERGÉTIQUE MAIS AUSSI SOCIÉTALE

Une Europe de l'énergie adaptée aux besoins ne peut être uniforme. Une diversité d'approches est nécessaire pour faire converger les transitions énergétiques nationales.

Il est désormais acquis que les sociétés du XXI<sup>e</sup> siècle se développeront sous l'impulsion et avec les contraintes des transitions énergétiques. Le terme ne fait pas consensus, et son interprétation varie d'un pays à l'autre, mais la notion commence à pénétrer les esprits et à façonner les économies, et certains parlent déjà de révolution sociétale.

Son origine reste floue. Des analystes lient son apparition aux craintes d'épuisement des ressources fossiles des années 1970. Deux technologies ignorant la contrainte de disponibilité du combustible émergeaient alors : le nucléaire, l'uranium étant largement réparti sur le globe, et les renouvelables dont la production cyclique peut néanmoins être anticipée. La France a choisi de faire confiance à un parc nucléaire puissant complété par des barrages hydroélectriques, alors que l'Allemagne se reposait sur le charbon et le lignite présents dans son sous-sol, tout en développant plus modestement le nucléaire. Plus de deux décennies après la réunification, l'abandon du nucléaire et une politique vigoureuse d'aides aux renouvelables sont toujours plébiscités par l'opinion publique. En France, un processus de consultation approfondi a conduit à l'adoption en 2015 de la « loi de transition énergétique pour une croissance verte » qui dessine les contours du futur paysage énergétique.

## Efficacité énergétique

Au niveau européen, la stratégie repose sur trois principes : sécurité d'approvisionnement, compétitivité et préservation du climat. Après le succès de la Conférence internationale de Paris en décembre 2015, le « *Clean Energy Package* » de la Commission publié fin 2016 s'intéresse aux possibles composantes d'une union européenne de l'énergie, à l'exception des investissements de long terme, indispen-



sables à toute évolution de grande ampleur. L'efficacité énergétique est au centre du dispositif, soutenue par un parc faisant largement appel aux renouvelables. Leur intermittence ne constitue pas à ce stade un handicap du fait du maintien d'une base fiable, mais elle devra être prise en compte dans les stratégies à venir. Le nucléaire, non mentionné mais répondant à l'ensemble des critères, continuera à constituer une part importante du mix européen.

L'expérience acquise, parfois aux dépens du consommateur, permettra de mener au mieux la transformation des mix actuels. Tout en conservant la particularité de leur mix de production, la majorité des pays devraient s'appuyer sur une réduction de la consommation issue de l'efficacité énergé-

tique, sur une production flexible et faiblement émettrice de CO<sub>2</sub>, sur des réseaux capables de faire transiter massivement l'électricité du point de production au point de consommation, ainsi que sur la régionalisation de ces points. Le stockage jouera aussi un rôle déterminant dans une phase ultérieure.

La régulation et la réglementation seront moteurs pour la réalisation de ces objectifs, mais elles seront insuffisantes. Des technologies innovantes seront indispensables pour obtenir des effets concrets. Beaucoup sont connues alors que d'autres émergent, mais pour toutes, les défis et les enjeux imposent des sauts technologiques majeurs. Dans ce contexte, la recherche et l'innovation revêtent un rôle déterminant. Toute la chaîne énergétique est concernée, que ce soit la production (nucléaire, photovoltaïque, carburants de synthèse), la gestion de l'électricité (stockage, réseaux, digitalisation) et la maîtrise de la consommation (efficacité énergétique, compteurs intelligents...).

La société civile aura aussi un rôle à jouer : l'analyse qu'elle mène des besoins, des contraintes et des attentes permet de dégager les orientations pertinentes et d'alerter sur les voies moins en accord avec les besoins. La multiplication et la complémentarité des approches sont nécessaires à une meilleure convergence des solutions et à une meilleure compréhension du mécanisme des transitions énergétiques. La collaboration ancienne entre le CEA et Confrontations Europe participe largement à cette démarche. ☞

**Jean-Claude Perraudin**, conseiller Affaires publiques européennes au Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) (CEA/DRI/DAE)

# TÉMOIGNAGES



**Jean-Louis Bancel**  
Président du groupe Crédit coopératif

Nous avons toujours eu des relations avec des parlementaires européens s'intéressant à l'économie sociale. Nous avons aussi travaillé avec Philippe Herzog sur les services d'intérêt général en Europe. À mon arrivée au Crédit Coopératif, en 2005, j'étais à la recherche d'un forum plus large sur les questions européennes. J'ai rencontré Philippe et lui ai demandé de se saisir des questions de l'économie sociale et solidaire alors que Confrontations Europe suivait presque exclusivement jusqu'alors les sujets industriels ou les questions d'énergie. Et il a accepté. Nous avons ultérieurement mis Nicole Alix, qui était directrice du développement, à disposition de Confrontations pour

travailler sur l'économie sociale et solidaire. Pour moi, Confrontations est un lieu de « combat » démocratique. Ce qui est une bonne chose, car il est important de ne pas fabriquer du consensus. À Confrontations existe la volonté d'articuler de façon très cadrée une pensée collective.

L'enjeu pour l'avenir de l'Europe est la transmission générationnelle. Si l'on ne met pas en place la relève, je crains que cette grande aventure ne dise rien aux jeunes générations. Il faut donner à vivre l'Europe. Je mettrais bien à l'agenda : « Que pourrions-nous faire pour que l'Europe devienne un sujet sensible », c'est-à-dire qui ait du sens ?



**Marie-France van der Valk**  
Directrice à la représentation permanente auprès des institutions européennes de Renault à Bruxelles

Renault est en relation avec Confrontations Europe depuis le début des années 2000. Mais, pour ma part, c'est lorsque j'ai pris mon poste à Bruxelles, en 2010, que j'ai été contactée par Claude Fischer. Et j'ai été embarquée car il est quasi impossible de résister au tsunami fischerien. Nous sommes toujours membres de Confrontations après toutes ces années car au-delà de la méthode certes intéressante, c'est surtout une question de personne, de leadership humain. Ce qui me plaît à Confrontations, c'est la volonté très marquée de convier tout le monde dans un projet européen constructif et fort. La question aujourd'hui est comment rendre l'Europe plus forte et pérenne. Une des réponses est clairement « pas à partir de Bruxelles ». Le discours des politiques est régulièrement construit en incriminant Bruxelles lorsque cela ne fonctionne pas, et de ne pas reconnaître ce

qui est livré grâce à Bruxelles. Bruxelles travaille, produit, mais les États devenus frileux, protectionnistes affaiblissent les institutions... C'est pourquoi Confrontations devrait continuer à s'exprimer de Bruxelles mais devrait plus parler aux États et à tous les États. Confrontations a une vision de l'Europe solidaire, forte, et c'est cette vision dont nous avons besoin.



**Matthias Seewald**  
Directeur des investissements chez Allianz France

La collaboration avec Confrontations avait commencé avant que je prenne mes fonctions chez Allianz, avec Pierre Vaysse. Lorsque j'ai rencontré l'équipe de Confrontations, à la fin 2012, les discussions ont porté sur la réforme réglementaire européenne du monde de l'assurance, la Directive Solvabilité II. J'ai trouvé l'approche de Confrontations très originale, l'idée étant de ne pas se concentrer sur un seul thème mais d'avoir une vision holistique des sujets. Cette démarche permet de traiter une grande diversité de sujets de façon globale et sans idée arrêtée a priori, ce qui n'est pas le cas de think tanks qui sont affiliés à un parti politique.

J'ai beaucoup apprécié, par exemple, que lors de l'AG de l'an dernier, se retrouvent à l'étrange, Nikolaus Meyer-Landrut, l'ambassadeur d'Allemagne à Paris et le président de BNP-Paribas, Jean Lemierre. J'aime cette combinaison entre monde politique et business.

Et je pense qu'il faut faire en sorte de combler le fossé qui existe malheureusement entre citoyens, hommes politiques et le monde de l'entreprise, dont je fais partie et qui est parfois coupé de la vraie vie. Des think tanks, comme Confrontations, permettent ce lien entre ces trois mondes et c'est un pont qu'il faut consolider.

## TÉMOIGNAGES



## Olivier Fréget

Avocat, spécialiste du droit de la concurrence, cofondateur du cabinet Fréget-Tasso de Panafieu

Lorsque j'ai rencontré Philippe Herzog, en 2012, j'ai été séduit par son parcours intellectuel, qui l'a conduit à sortir du marxisme tout en conservant son intuition d'origine en termes de recherche de cohésion d'une solidarité possible. Après avoir dû, pour ma part, abandonner toute activité politique dès 1990 pour me consacrer à mon activité d'avocat d'affaires, je cherchais alors un lieu où reprendre un débat intellectuel. J'ai fait le tour des think tanks et j'ai aimé dans Confrontations le fait de retrouver des personnes qui m'opposent une certaine résistance. On ne peut pas construire l'Europe sans gérer des visions différentes. Et l'approche participative est au cœur de l'Europe. L'Europe est un lieu de confrontations par essence.

Pour tenter d'appréhender le réel forcément complexe, rugueux, il ne suffit pas d'avoir des

idées. Il faut apporter de l'expertise dans un monde qui malheureusement refuse les experts. Il faut surtout cesser de penser que l'on peut convaincre en projetant son propre modèle. Et, pour reprendre les termes de Stanley Hoffman, il ne faut pas oublier que l'Europe est le « continent de la vie interrogée ». Donc continuons à réfléchir à la construction d'un système ouvert sans clef de voûte doctrinale. ☞



## Michel Matheu

Directeur du Pôle Stratégie Union européenne chez EDF

Dès mon arrivée au Pôle Stratégie UE d'EDF, en 2012, je suis entré en contact avec Confrontations Europe, un think tank avec lequel EDF était en relation depuis fort longtemps. J'apprécie le fait que Confrontations soit à la fois à Paris et à Bruxelles. Car, influencer ce qui se passe à Bruxelles ne fonctionne pas si on ne peut expliquer ce qu'est l'Europe à Paris. Confrontations organise régulièrement des réunions sur les textes à l'agenda politique européen, et cette continuité est très importante. Elle l'est particulièrement à un moment où nous sommes inquiets. En effet le départ du Royaume-Uni signe la sortie d'un pays qui partageait notre vision sur l'énergie : il faut décarboner au meilleur

coût, en utilisant le nucléaire qui est une énergie décarbonée comme les autres. L'année 2017 va être difficile alors même que se négocie le paquet Énergie propre. Il va falloir que nous travaillions avec d'autres États, comme certains pays nordiques ou d'Europe centrale. Nous comptons sur Confrontations pour appuyer nos efforts. Du reste je suis persuadé que les débats menés sur des options structurantes en amont du travail législatif sont encore plus importants que le lobbying à la Commission une fois le projet déposé. ☞

Témoignages recueillis par Clotilde Warin, rédactrice en chef, Confrontations Europe

## LES PARTENARIATS DE CONFRONTATIONS

Au fil des années, Confrontations Europe a noué de nombreux partenariats avec d'autres think tanks mobilisés sur l'Europe.

» Dans le cadre des « Entretiens Économiques Européens », des travaux sur la compétitivité de l'Europe et le dialogue social ont été menés en collaboration avec des fondations allemande, la Bertelsmann Stiftung, et italienne, la Fondation Astrid.

» Depuis dix ans, le Brussels Think Tank Dialogue est coorganisé par dix des think tanks les plus influents à Bruxelles (Bruegel, Bertelsmann, Center for European Policy Studies, Confrontations Europe, European Policy Centre, Friends of Europe, Mada-riaga...).

» Lancé en 2015 avec l'appui des ministres des Affaires européennes allemand et français, Michael Roth et Harlem Désir, le Think tanks Tandem rassemble les principaux think tanks allemands sur l'Europe (Bertelsmann Stiftung, Friedrich Ebert Stiftung, Genshagen Stiftung, German Marshall Fund...) et cinq think tanks français sur l'Europe (Confrontations Europe, la Fondation Robert Schuman, la Fondation Jean-Jaurès, l'Institut Jacques Delors et Terra Nova). La plateforme a organisé trois sessions en France et en Allemagne autour des enjeux de migrations, de terrorisme, de politique extérieure et de politique économique et monétaire de l'Union européenne.

» Le projet « Relations industrielles face aux défis de l'emploi » conduit sur six pays européens et un pays de l'accession a permis de consolider et de nouer des partenariats intellectuels avec les principaux partenaires sociaux, think tanks et régions de ces différents pays : Allemagne (DGB, BDI/BDA, SHS Stiftung de Peter Hartz, Bertelsmann Stiftung), Italie (CGIL, la région Emilie-Romagne, la Fondation Astrid), Pologne (Solidarnosc...), Suède (Svenskt Näringsliv, LO, Göteborg Business Region), Turquie (Tusiad, Tisk, Disk...), sans oublier l'échelon européen (IndustriAll European Trade Union, Eurelectric, Insurance Europe, la Confédération européenne des syndicats, BusinessEurope, ETUI...) et de nombreuses entreprises européennes.

» Confrontations Europe est membre des « Euro-citoyens », une plateforme rassemblant des organisations de la société civile sensibilisées au projet européen en France, créée en 2012, qui a mis en place les États généraux de l'Europe, lieu de débats ouverts et accessibles à tous les citoyens sur les enjeux européens.

Katarina Cirodde, chargée de mission à Confrontations Europe



© CESE

**Marcel Grignard**Président de  
Confrontations Europe

“ Nos démocraties nationales et l’UE doivent redonner perspectives et espérance en l’avenir. ”

## EUROPE : RELEVER LE DÉFI DÉMOCRATIQUE

« **N**ous Européens, que voulons-nous faire ensemble pour construire notre avenir commun ? », cette interrogation que porte Confrontations va continuer à guider nos travaux futurs quant au contenu des politiques à conduire. Mais, dans une Europe confrontée à une crise de la démocratie, la question du « comment » est essentielle. Comment éviter la dislocation de nos sociétés ? Comment construire les nouvelles solidarités indissociables au « vivre ensemble » ?

### La crise dans les pays de l’Union

Beaucoup des pays de l’Union sont confrontés à une crise du politique et des institutions qui se traduit en particulier par la montée de partis populistes. Partout ils revendiquent le repli et alimentent la détestation de ceux qui sont différents. Prétendant incarner le peuple, dénonçant les élites, mettant en cause les institutions indépendantes (médias, justice...) ils font de la sortie de l’Union européenne un objectif central et prioritaire. Ils pourraient aux Pays-Bas, en France et ailleurs accéder au pouvoir. Ils trouvent un écho grandissant auprès de citoyens européens inquiets pour leur avenir, auprès de ceux qui subissent les conséquences d’une mondialisation peu régulée et d’un modèle économique soumis au court terme de la rentabilité financière. En France, la défiance des citoyens à l’égard des institutions et des responsables politiques s’accroît, l’idée qu’un régime autoritaire permettrait de faire face aux problèmes de nos sociétés grandit.

Les partis politiques de gouvernement sont traversés par des contradictions fortes. Ils s’apparentent à des additions de chapelles consacrant beaucoup d’énergie à la conquête du pouvoir dans à des logiques de parts de marché. Leur approche trop nationale, dans un monde aux interdépendances croissantes, est de portée limitée. L’Europe vue par ce prisme s’étiole. Leur tâche est ardue tant les problèmes à traiter sont de plus en plus complexes, formaliser de compromis partagés se révèle difficile. L’individualisation de la société et l’appauvrissement des processus délibératifs contribuent à un entre-soi qui ne forge pas un nouveau

vivre ensemble et ne permet pas de dépasser les conflits d’intérêts. La crise de la démocratie politique complique la tâche de la société civile organisée (qui a aussi ses propres limites) alors même que son interaction est de nature à redonner de la légitimité à la démocratie politique.

L’Union européenne est le réceptacle des crises politiques nationales. Il est illusoire d’imaginer une Europe en bonne santé rassemblant des États nations en difficulté alors que rien d’important ne peut s’y faire sans le conseil des chefs de gouvernements. Mais, comment pourraient-ils porter une dynamique européenne s’ils sont en difficulté chez eux et que la prochaine échéance électorale occupe une bonne place de leur horizon ?

Il nous paraît erroné de faire de l’UE la cause de la crise des démocraties nationales. Mais ses limites ne sont pas sans incidence. La Commission est un pouvoir politiquement faible qui n’a pas les moyens de piloter une administration trop technocratique, trop éloignée de la diversité des réalités qui compose l’Union. Cette « diversité dans l’union » est mise à mal quand l’Europe se construit selon une règle descendante plus ou moins bien ciblée et incapable de tenir compte d’histoires et de pratiques différentes, mise à mal aussi lorsque la latitude laissée aux États membres est utilisée par ceux-ci pour limiter la portée d’orientations théoriquement partagées. Le Parlement européen traite sérieusement les problèmes de l’Union, mais les familles politiques qui le composent sont hétérogènes et additionnent les points de vue nationaux plus qu’ils ne les fédèrent. La césure problématique entre les représentations européenne et nationale consacre la rupture entre enjeux nationaux et enjeux européens.

### Le besoin de refonder nos institutions

Nos démocraties nationales et l’Union européenne doivent redonner perspectives et espérance en l’avenir. La tâche est redoutable. Il ne s’agit pas de proposer un projet aux composantes techniques et politiques ficelées. Le monde que nous devons construire n’est pas le prolongement de nos sociétés d’hier. Cela n’interdit pas de se donner des perspectives, bâtir une société du

vivre ensemble, reconnaissant les diversités et les considérant comme une richesse, n'ignorant pas les conflits mais cherchant à les dépasser par la confrontation des points de vue et la construction de compromis par le dialogue. Il faut relever les défis économiques, sociaux, sociétaux, environnementaux en privilégiant la place des individus, en faisant vivre les valeurs de solidarité, de démocratie et de paix. Et faire de l'Europe un espace ouvert sur le monde à même de concilier droits individuels et communauté de destin à l'échelle de la planète.

La communauté européenne, il y a soixante ans, réunissait un nombre limité de pays de l'Ouest portés par la parenthèse économique des Trente Glorieuses au sein d'une Europe coupée en deux par le rideau de fer. Nous sommes évidemment dans une tout autre époque qui nous oblige à repenser nos politiques et modes de gouvernance. Ainsi, la politique commerciale ne peut se résumer à la négociation des droits de douane. Dans ce monde ouvert dans lequel l'Europe risque d'être marginalisée, elle doit couvrir des enjeux bien plus vastes : la détermination de normes sociales, environnementales, la protection des données personnelles, la fiscalité des multinationales, le cadre des investissements de long terme...

### La mobilisation de la société civile


Nos modes de gouvernance doivent devenir plus horizontaux et participatifs. Confrontations fait depuis longtemps de la participation des acteurs un enjeu central. Participer ne signifie pas seulement donner son point de vue, mais agir pour peser sur notre destin et prendre sa part de responsabilité dans la construction de l'intérêt commun, qu'il s'agisse de l'entreprise, de la vie de la cité, de la construction des politiques européennes. C'est ce qui nous conduit à faire de la mobilisation de la société civile le facteur majeur de la redynamisation de la démocratie. L'implication des travailleurs est facteur de compétitivité, celle des citoyens de qualité du vivre ensemble. L'entreprise avec l'ensemble de ses parties prenantes, le territoire sont chacun à leur manière des lieux de projets collectifs et de proximité où se construit la confiance par le « faire ensemble » alors que nos sociétés sont rongées par la défiance.

La refondation européenne, doit s'inscrire dans une subsidiarité construite en partie de manière ascendante. Continuer à croire qu'on réconciliera l'Europe en partant du haut et en enjambant les nations est illusoire. A contrario, une conception

de l'Europe se limitant à régler les problèmes nationaux c'est renoncer à agir en faveur d'un destin commun aux Européens.

Comment aller de l'avant ? Certainement pas en entrant par la voie des réformes institutionnelles. Non qu'elles soient inutiles, mais elles doivent concrétiser un projet politique partagé par les peuples européens. Nous en sommes encore loin. Dès maintenant les élus politiques et les responsables des institutions peuvent modifier profondément les modes de gouvernance, c'est-à-dire la manière dont ils gèrent leurs responsabilités, rendent compte, associent dans des processus délibératifs. Chaque État membre doit mettre sur la table les enjeux, la nature des désaccords, expliquer le point de vue des autres Européens, les propositions de compromis en amont des Conseils. Ces derniers ne peuvent plus être des lieux de simple ajustement de compromis élaborés dans la méconnaissance et l'indifférence générale. La relation entre les Parlements nationaux et le Parlement européen doit être articulée.

Je partage avec Philippe Herzog l'idée qu'il faut déconnecter le pouvoir politique du collège des Commissaires de celui de l'administration européenne. Les Commissaires doivent, dans une logique prospective, proposer des politiques audacieuses porteuses de l'intérêt commun européen, reposant sur une bonne connaissance des cultures nationales tout en étant vraiment affranchis des intérêts de leurs pays d'origine. Le rôle et l'articulation des trois piliers est à repenser. Plus on avance dans des souverainetés partagées et dans de nouvelles politiques communes, plus la question du mode de prise des décisions est cruciale.

Nous n'avons pas solution à tout. Comme d'autres nous proposons quelques lignes directrices afin d'alimenter les réflexions. Confrontations Europe a 25 ans, 25 ans à penser, élaborer, proposer, « faire » l'Europe grâce au travail mené avec les acteurs de la société, les responsables politiques, les institutions... C'est la tâche que nous allons poursuivre alors que nos sociétés vivent une profonde mutation porteuse de risques et de fractures entre ceux qui en tirent profit et ceux qui en paient le prix. Mais cette mutation offre aussi des opportunités, celles de mutualiser les risques, bâtir de nouvelles solidarités, faire progresser les valeurs sur lesquelles s'est bâtie l'Europe au lendemain d'épisodes douloureux de notre histoire commune. C'est cette voie que nous entendons suivre. 

Continuer à croire qu'on réconciliera l'Europe en partant du haut est illusoire.

vivre ensemble, reconnaissant les diversités et les considérant comme une richesse, n'ignorant pas les conflits mais cherchant à les dépasser par la confrontation des points de vue et la construction de compromis par le dialogue. Il faut relever les défis économiques, sociaux, sociétaux, environnementaux en privilégiant la place des individus, en faisant vivre les valeurs de solidarité, de démocratie et de paix. Et faire de l'Europe un espace ouvert sur le monde à même de concilier droits individuels et communauté de destin à l'échelle de la planète.

La communauté européenne, il y a soixante ans, réunissait un nombre limité de pays de l'Ouest portés par la parenthèse économique des Trente Glorieuses au sein d'une Europe coupée en deux par le rideau de fer. Nous sommes évidemment dans une tout autre époque qui nous oblige à repenser nos politiques et modes de gouvernance. Ainsi, la politique commerciale ne peut se résumer à la négociation des droits de douane. Dans ce monde ouvert dans lequel l'Europe risque d'être marginalisée, elle doit couvrir des enjeux bien plus vastes : la détermination de normes sociales, environnementales, la protection des données personnelles, la fiscalité des multinationales, le cadre des investissements de long terme...

### La mobilisation de la société civile


Nos modes de gouvernance doivent devenir plus horizontaux et participatifs. Confrontations fait depuis longtemps de la participation des acteurs un enjeu central. Participer ne signifie pas seulement donner son point de vue, mais agir pour peser sur notre destin et prendre sa part de responsabilité dans la construction de l'intérêt commun, qu'il s'agisse de l'entreprise, de la vie de la cité, de la construction des politiques européennes. C'est ce qui nous conduit à faire de la mobilisation de la société civile le facteur majeur de la redynamisation de la démocratie. L'implication des travailleurs est facteur de compétitivité, celle des citoyens de qualité du vivre ensemble. L'entreprise avec l'ensemble de ses parties prenantes, le territoire sont chacun à leur manière des lieux de projets collectifs et de proximité où se construit la confiance par le « faire ensemble » alors que nos sociétés sont rongées par la défiance.

La refondation européenne, doit s'inscrire dans une subsidiarité construite en partie de manière ascendante. Continuer à croire qu'on réconciliera l'Europe en partant du haut et en enjambant les nations est illusoire. A contrario,

une conception de l'Europe se limitant à régler les problèmes nationaux c'est renoncer à agir en faveur d'un destin commun aux Européens.

Comment aller de l'avant ? Certainement pas en entrant par la voie des réformes institutionnelles. Non qu'elles soient inutiles, mais elles doivent concrétiser un projet politique partagé par les peuples européens. Nous en sommes encore loin. Dès maintenant les élus politiques et les responsables des institutions peuvent modifier profondément les modes de gouvernance, c'est-à-dire la manière dont ils gèrent leurs responsabilités, rendent compte, associent dans des processus délibératifs. Chaque État membre doit mettre sur la table les enjeux, la nature des désaccords, expliquer le point de vue des autres Européens, les propositions de compromis en amont des Conseils. Ces derniers ne peuvent plus être des lieux de simple ajustement de compromis élaborés dans la méconnaissance et l'indifférence générale. La relation entre les Parlements nationaux et le Parlement européen doit être articulée.

Je partage avec Philippe Herzog l'idée qu'il faut déconnecter le pouvoir politique du collège des Commissaires de celui de l'administration européenne. Les Commissaires doivent, dans une logique prospective, proposer des politiques audacieuses porteuses de l'intérêt commun européen, reposant sur une bonne connaissance des cultures nationales tout en étant vraiment affranchis des intérêts de leurs pays d'origine. Le rôle et l'articulation des trois piliers est à repenser. Plus on avance dans des souverainetés partagées et dans de nouvelles politiques communes, plus la question du mode de prise des décisions est cruciale.

Nous n'avons pas solution à tout. Comme d'autres nous proposons quelques lignes directrices afin d'alimenter les réflexions. Confrontations Europe a 25 ans, 25 ans à penser, élaborer, proposer, « faire » l'Europe grâce au travail mené avec les acteurs de la société, les responsables politiques, les institutions... C'est la tâche que nous allons poursuivre alors que nos sociétés vivent une profonde mutation porteuse de risques et de fractures entre ceux qui en tirent profit et ceux qui en paient le prix. Mais cette mutation offre aussi des opportunités, celles de mutualiser les risques, bâtir de nouvelles solidarités, faire progresser les valeurs sur lesquelles s'est bâtie l'Europe au lendemain d'épisodes douloureux de notre histoire commune. C'est cette voie que nous entendons suivre. 

Continuer à croire qu'on réconciliera l'Europe en partant du haut est illusoire.





# ENGAGÉS POUR LE DIALOGUE SOCIAL EN EUROPE

Spécialisé dans le dialogue social et présent en France, Belgique, Espagne, Pologne, Roumanie et Royaume-Uni, Syndex apporte un soutien stratégique aux représentants des salariés et aux organisations syndicales de toute l'Europe

- ▶ Plus de 20 ans d'expérience auprès des élus de comités d'entreprise européens et dans la conduite de projets pour les partenaires sociaux
- ▶ Le seul cabinet d'expertise au service des représentants des salariés avec une présence internationale
- ▶ Des domaines d'intervention variés : diagnostic d'entreprise sur les plans stratégique, financier et social ; analyse des conditions de travail entre sites d'une même multinationale ; égalité hommes-femmes ; développement durable...



Pour en savoir plus > [www.syndex.fr](http://www.syndex.fr) // [contact@syndex.fr](mailto:contact@syndex.fr)  
Paris : +33 (0)1 44 79 13 00 // Bruxelles : +32 (0) 477 77 23 59

**17**

BUREAUX EN FRANCE

**6**

BUREAUX EN EUROPE

**2100**

MISSIONS PAR AN

**450**

SALARIÉS